

rouge

journal d'action communiste
n°16/16 avril 1969

bimensuel
1 franc



vive la ligue
communiste

l'épisode du référendum et les tâches des marxistes-révolutionnaires

On savait (depuis Mai) la bourgeoisie mélancolique... Elle s'annonce aujourd'hui franchement déprimée. Les portes-parole les plus avisés de la classe dominante poussent des soupirs à fendre l'âme : « Pourquoi ce référendum à une heure où la France avait d'autres problèmes à résoudre et combien plus urgents ? » se plaint Louis-Gabriel Robinet dans « Le Figaro ».

« Pourquoi diable le général en appelle-t-il au peuple ? » récri- mine également Georges Suffert, dans « l'Express ». « Même les moulins à vent ne paraissent pas le menacer. L'opposition, qui doit se répartir une heure d'émissions télévisées, ne sait pas encore qui elle va envoyer devant le petit écran. »

Quant à Sirius, éditorialiste des grandes occasions, il publie en première page du « Monde » cette plainte désabusée : « Loin de préparer les transitions nécessaires, de tenter au moins de léguer à ses successeurs des institutions qui leur laissent une chance d'échapper aussi bien à l'anarchie — qui ne mène qu'à la ruine et à la mort — qu'à la fascisation du pouvoir absolu, le général de Gaulle ne les aidera guère à poursuivre, autant que faire se peut, une vraisemblable ambition nationale. Victime, et nous avec lui, d'une obstination qui a permis ses plus beaux succès, mais que l'âge ne peut qu'aggraver, il imposera jusqu'au bout sa conception du pouvoir et... de la participation : tout ou rien, la seule aventure qui vaille la peine d'être tentée est mon aventure personnelle, moi ou le chaos.

La France n'en mourra pas, mais peut-être des Français et, pour un temps, de précieuses libertés. Qui donc a dit : « Les fins de règne sont tristes... » ?

Si le général de Gaulle a imposé le référendum, ce n'est évidemment pas pour s'informer des sentiments qu'éprouvent les Français à l'égard de la réforme régionale ou de la liquidation du Sénat. Chacun sait qu'en bonne logique bourgeoise ces questions relèvent de la compétence du Parlement. C'est précisément parce que le chef de l'Etat a de nouveau recours à une procédure exceptionnelle — et, de sur-

croit, illégale par rapport à sa propre Constitution — que les portes-parole autorisés de la bourgeoisie se montrent si dépressifs.

En fait, la consultation du 27 avril répond à deux fonctions. D'une part, elle constitue une tentative de refaire l'unité politique de la bourgeoisie derrière le Général, en vue de ravalier les façades de l'Etat Fort. D'autre part, elle vise à offrir aux bureaucraties ouvrières le terrain aseptisé de la lutte électorale afin que l'ordre social règne dans les usines en dépit de la pression gauchiste grandissante, favorisée par l'avortement du « Rendez-vous de mars ».

En ce qui concerne le ralliement des formations politiques bourgeoises, le Général en est partiellement pour ses frais. Le souci majeur de la « classe politique » bourgeoise, en ces temps de violence et d'incertitude, est le problème de la transition du gaullisme à l'après-gaullisme. Le dernier service qu'elle demande au bonaparte c'est qu'il assure en souplesse sa difficile succession. Mais ce dernier service, le bonaparte ne peut en aucun cas le lui rendre, précisément parce qu'il est un bonaparte. Le style de gouvernement gaulliste se différencie d'un style de gouvernement triplement bourgeois, en ce que le poids personnel du personnage de Gaulle y pèse beaucoup plus qu'il ne serait nécessaire pour assurer la stricte dictature du grand capital. La concentration de toute la réalité du pouvoir au sommet de l'exécutif, le caractère personnel que revêt ce pouvoir, son « autonomisation excessive » par rapport à la classe dominante, représentent autant d'inconvénients pour la bourgeoisie, auxquels elle ne se résigne que dans certaines situations désespérées : situation d'impasse et de grand péril où nulle formation bourgeoise traditionnelle ne se montre capable de dénouer la crise, et où seul le recours à un « sauveur suprême » s'avère susceptible de perpétuer l'ordre existant. C'est dans une telle situation (13 mai 1958) que de Gaulle est venu au pouvoir. Et ce n'est qu'en exploitant dans les masses les dangers de retour à une telle situation qu'il a

pu préserver son style « bonapartiste » de gouvernement. Les référendums gaullistes n'ont pas d'autre fonction que de raviver périodiquement le traumatisme de base qui paralyse les Français. A chaque consultation, le pouvoir présente la même alternative : ou le bon plaisir du chef de l'Etat, ou le chaos des partis, ou la confiance renouvelée, totale, massive, aveugle, ou le départ immédiat et la résurgence des errements passés. Mais pour que ce chantage puisse fonctionner, il lui faut certaines bases objectives. Aussi, le chef de l'Etat s'ingénie-t-il à détruire systématiquement toute solution de rechange bourgeoise à son propre régime. Systématiquement, de Gaulle fait le vide politique autour de lui, afin de demeurer le seul, l'unique, l'irremplaçable, le sauveur suprême sans lequel le pays sombrerait dans la débâcle et s'inclinerait sous la botte du totalitarisme.

C'est précisément parce que Pompidou avait porté atteinte à ce mythe en s'imposant en mai comme l'homme fort du régime qu'il a été écarté en juin, en dépit de ses bons et loyaux services. Par définition, les bonapartes n'ont pas de successeurs. Et c'est pourquoi leur règne s'achève dans la crise et les convulsions. Voilà pourquoi la bourgeoisie proteste et s'inquiète. Fébrilement, elle cherche la solution. C'est parce qu'il est parfaitement conscient de cette quête que Georges Pompidou s'est permis de faire si bruyamment acte de candidature. Toute une aile du grand capital l'a déjà investi.

En ce qui concerne l'autocastration du mouvement ouvrier officiel, le pouvoir peut être fier de sa manœuvre. A quelques anicroches près, la réussite est totale. La C.G.T. a ouvert les vannes le 11 mars afin de décompresser la tension et bien tenir ses troupes en main tout au long de la campagne électorale. Loin de dénoncer le référendum gaulliste pour ce qu'il est : une manœuvre de diversion, visant à détourner l'attention de la classe ouvrière de la situation économique et sociale, le Parti Communiste et la C.G.T. se sont emparés goulûment de l'os que leur jetait

le pouvoir. De même que, le 24 mai, à l'annonce d'un référendum sur la participation, les dirigeants du P.C. s'empressant de quitter le terrain de l'affrontement direct pour celui de la lutte électorale, faisaient immédiatement savoir qu'ils répondraient « Non » ! De même, au mois de mars, ces mêmes dirigeants acceptent avec soulagement le terrain de lutte que leur propose le gaullisme et expliquent dans les usines qu'il ne faut pas effrayer la population si l'on veut infliger au pouvoir personnel la défaite qu'il mérite.

Accepter aujourd'hui, en période de crise et d'instabilité du régime, le terrain de la lutte électorale, renoncer dans cette optique à imposer par le développement de l'action de masse, un réel « rendez-vous de mars », c'est démobiliser la classe ouvrière, c'est démoraliser ses militants les plus combattifs, c'est lâcher la proie pour l'ombre en propageant de surcroît les illusions électoralistes.

La technique du référendum est une technique éprouvée. C'est un procédé qui donne généralement entière satisfaction. Il n'y a que dans des situations rarissimes, tout à fait exceptionnelles, que le pouvoir exécutif se trouve désavoué. (Quelques mois avant sa chute, Napoléon III réalisait encore des scores impressionnants.) Car celui qui organise le référendum maîtrise un certain nombre de conditions et de moyens qui le donnent gagnant à tous les coups. Détenant le monopole de l'information radio-télévisée, le pouvoir va « dramatiser » la situation. Le chantage au départ et au chaos sera développé dans toutes ses dimensions. L'absence de toute solution de rechange un tant soit peu présentable sur la gauche, confèrera à ce chantage sa traditionnelle efficacité.

De Gaulle perdra peut-être un peu au niveau des pourcentages. Mais l'essentiel sera réalisé. Le pays aura passé le cap difficile du printemps. Bientôt, les travailleurs ne penseront plus qu'aux vacances d'été...

Pourtant, jamais une politique de boycott n'aurait été plus réalisable et mieux justifiée :

Je désire prendre contact avec la rédaction de Rouge :

- afin d'assurer une correspondance régulière...
- afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
- afin de participer à un Cercle Rouge.

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e



rouge n° 16

sommaire

- L'épisode du référendum et les tâches des marxistes révolutionnaires
- Après Le Mans, Sochaux : grèves spontanées, « grèves-bouchons »...
- Les enragés de l'épicerie
- Le mouvement lycéen (suite)
- PSU, un pas en avant.. dans deux directions différentes
- Halte à l'arbitraire et à la répression
- Pourquoi la Ligue ?
- La Ligue et l'Internationale
- Italie : vers l'explosion
- Bas les pattes devant Hugo Blanco !
- Tchécoslovaquie à la vieille d'un nouveau mois d'août
- Pakistan, ce n'est qu'un coup d'arrêt
- Le mouvement anti-guerre aux U.S.A.

Le caractère manœuvrier de la consultation est tellement énorme qu'au prix d'un minimum d'explications il eût été discernable pour tous. Spontanément, les travailleurs se contrefoutent d'aller trancher une question qui les concerne peu et qu'ils comprennent mal. Si le mouvement ouvrier officiel avait jeté toutes ses forces dans la bataille, des millions et des millions de salariés auraient refusé de participer à la mascarade gaulliste. La pratique référendaire, ressort politique du régime, aurait été mise en échec. La classe ouvrière aurait mis le référendum hors les mœurs. Loin de consacrer leur énergie à remporter une illusoire victoire en un combat douteux, ses meilleurs militants se seraient consacrés à l'animation des luttes de classe.

Voilà la ligne qu'aurait suivie le P.C.F. s'il avait été un véritable Parti Communiste et non un parti stalinien, en voie de social-démocratisation.

Notre organisation, la Ligue Communiste, est bien évidemment encore trop faible pour pouvoir influencer sur le scrutin. A nos militants, à nos sympathisants, nous proposons toutefois de glisser dans l'urne le bulletin rouge que nous éditerons. Il serait erroné de se rallier au « Non » sous prétexte que seul le P.C.F. pouvant organiser le boycott, à partir du moment où il ne l'organise pas, le réalisme commande de voter utile, c'est-à-dire comme lui. Aux camarades qui se laisseraient tenter par cette logique, nous disons : Sur une question de principe, vous ne vous déterminez pas en fonction de considérations de principe, mais de considérations tactiques. Si l'organisation vous emboîte le pas, si nous appelons à voter « Non », quelles que soient nos « réserves », nous cautionnons l'orientation du P.C. face au référendum. Or, notre rôle est précisément de dissiper dans l'avant-garde ouvrière les illusions legalistes que cette orientation confirme et perpétue. Le rôle des militants communistes est d'expliquer inlassablement, même s'ils se heurtent à une incompréhension provisoire, quelle duperie politique représente ce référendum.

Leur rôle est d'expliquer que seule la ligne du boycott s'inscrit dans une perspective mobilisatrice et révolutionnaire.

Camarades ! Utilisons la campagne électorale pour développer à grande échelle la propagande communiste !

Diffusons massivement les bulletins rouges, symboles de notre refus de la combine référendaire !

après le mans, sochaux : grèves spontanées, "grèves-bouchons"

Nous publions avec quelque retard une correspondance de Sochaux relatant la grève qui a touché début mars une partie des usines Peugeot. Nous la publions parce qu'à travers cette grève — comme à travers celle de Renault au Mans — se dégagent de nouvelles méthodes de luttes ouvrières. La complexité des unités de production modernes, l'interdépendance de leurs diverses branches, font qu'il n'existe souvent que de très faibles stocks entre les diverses phases de la production. C'est ainsi que l'arrêt d'un des éléments de la chaîne de production est susceptible de bloquer tout ou une grande partie de l'usine dans son ensemble. Il y a là un moyen de pression considérable sur le patronat, bien qu'il ne soit pas encore tout à fait pris consciemment comme tel. Le patronat s'en rend compte et réplique à ces « grèves-bouchons » par des lock-out massifs, espérant ainsi dresser des milliers de non-grévistes lockoutés contre les quelques-uns, « responsables » (ou irresponsables !) de l'arrêt de l'usine. Les réformistes, loin d'expliquer aux lockoutés que les conditions les meilleures de reprise du travail seront obtenues s'ils manifestent leur entière solidarité avec les grévistes, expliquent comme « l'Humanité » que le patron perd beaucoup plus d'argent en arrêtant la production, qu'en accordant satisfaction aux grévistes. Ce qui est vrai. Mais nous ne croyons pas les patrons idiots, et les croyons capables de déboursier beaucoup pour séparer la masse des travailleurs de ceux qui osent lutter, de ceux qui dans les faits montrent la voie, de ceux qui dans les usines constituent maintenant l'avant-garde.

C'est à titre d'exemple que nous publierons les échos de ces luttes. Les réformistes tentent de limiter les problèmes aux ouvriers qui se mettent en grève. A nous de montrer et d'expliquer la nécessité de la solidarité militante de tous les travailleurs. Ce n'est pas là question de morale, il s'agit seulement de lutter de façon plus efficace contre le patronat.

Pour faire face aux difficultés accrues qu'elle rencontre (perte de marchés en Mai, puis depuis l'automne, après la reconstitution des stocks, baisse des ventes), la direction de Peugeot décide de « réorganiser » la production et l'entreprit dès la fin février. Tous les ouvriers savent ce que cela veut dire : accélération des cadences, fatigue supplémentaire considérable, abrutissement au travail renforcé. Chez Peugeot, la maîtrise emploie pour ce faire des méthodes sournoises particulièrement ignobles : léger accroissement du rythme des chaînes dès le début du travail, cadence des voitures modifiée discrètement pour en faire passer plus sans que les ouvriers ne s'en aperçoivent, réaménagement des postes de travail qui introduit une pagaille monstre et par conséquent un énervement accru des ouvriers, et en même temps les « blouses blanches » se baladent dans les ateliers, surveillant tout le monde, sourdes aux réclamations, manifestant un paternalisme éhonté...

Après Mai, les ouvriers qui travaillent en chaîne — essentiellement des jeunes, ceux qui se sont battu contre les C.R.S. en Juin — n'étaient pas du tout décidés à laisser passer cela sans réagir. Seulement, les syndicats, aussi bien la C.G.T. que la C.F.D.T., ne semblaient pas du tout prêts à organiser la riposte. Un groupe de jeunes dans un atelier du secteur « carrosserie » essaie de faire un peu avancer les choses et distribue discrètement des tracts qu'ils ont eux-mêmes rédigés, écrits à la main ou tapés à la machine. Ils appellent les syndicats à entreprendre des actions sinon ils déclarent que les travailleurs se passeront d'eux. Face au mutisme et à la passivité des dirigeants locaux (qui ont des « consignes »), ils décident de lancer le mouvement, seuls.

Lundi 3 mars, l'atelier en question débraye (300 gars). Les délégués syndicaux se mettent à la tête du mouvement et organisent... de nombreuses délégations auprès de la direction pour présenter les revendications. Le patronat ne veut rien savoir : d'abord il n'y a qu'un atelier en grève, et de toute façon, il s'est toujours montré particulièrement intransigeant. Il en faudra plus, et même beaucoup plus pour le faire céder. Cela, les travailleurs le savent : tous les mouvements qui ont eu lieu à Sochaux se sont soldés par un échec, souvent par des licenciements... sauf en Mai ! C'est pourquoi ils ne sont pas prêts à partir en lutte spontanément, si le mouvement ne leur semble pas suffisamment puissant ; c'est pourquoi ils ne suivront pas les grévistes qui, après deux jours de délégations inutiles auprès de la direction, essaient d'étendre le mouvement en faisant, en cortège, le tour des ateliers. D'ailleurs, jusqu'au 6 mars, les syndicats n'ont pas jugé bon d'informer l'ensemble du person-

nel (27.000 ouvriers) du mouvement de grève qui avait commencé et encore moins d'appeler à la solidarité et à l'action en lançant des mots d'ordre de grève pour toute l'entreprise.

Mercredi, la situation est donc claire pour les grévistes du secteur carrosserie : ou bien reprendre le travail, persévérer dans la voie (sans issue) des négociations, c'est-à-dire capituler, ou bien étendre à tout prix le mouvement. Le secteur carrosserie occupe une place stratégique dans l'usine : il se situe à la jonction de deux chaînes, celle où sont fabriqués les moteurs et celle où sont montées les caisses ; s'il est immobilisé, toutes les chaînes sont bloquées et le travail cesse pour une grande partie des ouvriers de la boîte.

Les grévistes décident donc de bloquer le convoyeur qui fait la liaison entre les deux chaînes, et cela, encore une fois de leurs propre autorité, sans attendre les directives des syndicats.

De fait, des milliers de travailleurs ne travaillent plus : les discussions peuvent alors commencer, les grévistes vont dans les ateliers immobilisés et expliquent le but de leur mouvement, chacun va pouvoir prendre conscience de la validité des revendications et prendre part activement au mouvement.

La direction aussi comprend ce que cela signifie et réagit brutalement dès l'après-midi : lock-out pour tous les travailleurs en chaîne. Le front de lutte, qui commençait à se construire, est aussitôt brisé, les ouvriers éparpillés.

A ce moment décisif les syndicats qui avaient seuls les moyens, grâce à leur dense réseau de militants, d'organiser la riposte, se dégonflent : la C.G.T. proteste contre le lock-out et réclame donc... la reprise du travail. Elle montre par là qu'elle ne soutient pas les grèves et qu'elle ne les a jamais réellement soutenues.

Vendredi la reprise du travail a lieu. Le patronat qui ne recule devant aucun procédé, a rempli les ateliers « chauds » d'huissiers, il a mobilisé la maîtrise pour surveiller les « meneurs », une véritable terreur policière règne dans le secteur carrosserie et le secteur embout-sud où de jeunes militants se sont montrés « trop » favorables à la grève. Les grévistes, dont sept d'entre eux ont été licenciés à la suite d'une odieuse provocation de la direction, tentent de continuer en refusant de reprendre le travail, la C.F.D.T. essaie timidement d'organiser des meetings mais elle est désavouée par la C.G.T., le mouvement pourrit et tout rentre dans l'ordre. Qu'en conclure ?

Manifestement pour les dirigeants de la C.G.T. l'heure n'était pas à la lutte, même strictement revendicative, mais bien plutôt aux négociations : les « rendez-vous de mars » étaient à peine entamés.

Pour la C.F.D.T. le problème n'était guère différent, même si elle s'est montrée plus proche de la base.

Le patronat n'était pas prêt, lui, à tolérer le moindre mouvement, il n'avait pas de miettes à lâcher, bien au contraire, c'est un renforcement de l'exploitation qu'il voulait obtenir à tout prix.

Abandonnés d'une façon flagrante par la C.G.T., plus subtile et nuancée par la C.F.D.T., soumis aux pressions de la direction, les travailleurs étaient en position pour se révolter, ce qu'ils ont fait. Mais les jeunes militants, privés de perspectives, n'ont pas eu le temps d'organiser le mouvement, de prendre en charge un comité de grève et d'investir tous leurs efforts dans l'extension de la grève, en assurant d'une façon systématique l'information, l'explication, l'agitation sur toute l'usine.

La chute importante de la C.G.T. aux élections des délégués du personnel est une conséquence de la trahison ouverte de l'appareil.

Quelle attitude les militants révolutionnaires doivent-ils adopter ? Cultivant le sentiment de défiance à l'égard des syndicats qui fut celui des militants du mouvement, d'aucuns accourus soutenir une lutte du « peuple » ont tenté de le transformer en un anti-syndicalisme de principe. Ils ont appelé les ouvriers à s'organiser dans des Comités d'Action ouvertement. Le résultat est que les militants soient ainsi exposés à la répression non seulement patronale mais aussi à celle des dirigeants syndicaux. Cette orientation, véritablement « gauchiste » (au sens léniniste), peut rencontrer quelque audience dans l'imédiat, mais ne peut offrir de perspectives à terme aux militants.

Les militants du mouvement, dont la plupart sont d'ailleurs syndiqués (sur les 7 licenciés, il y en a 6 à la C.G.T.), s'ils ne se laissent pas décourager, doivent tirer les leçons de la grève.

Le mouvement a échoué parce que les ouvriers dans la « boîte » n'ont pas été informés, mobilisés, parce que les syndicats bien tenus en main par les bureaucrates réformistes n'ont pris aucune initiative... Alors il faut organiser un dense réseau de militants dans toute l'usine, comprenant syndiqués ou non, il faut combattre les « bonzes » là où ils se trouvent pour restaurer la démocratie ouvrière dans les syndicats, pour réaliser l'unité prolétarienne à la base et dans l'action.

Plus généralement, c'est en faisant participer par tous les moyens l'ensemble des travailleurs de l'usine au soutien actif de toutes les luttes qui peuvent se dérouler dans l'usine, que se créent les conditions de leurs succès. « Spontanément », c'est cette vérité élémentaire que retrouvent les travailleurs qui bloquent le fonctionnement normal de l'usine.



les enragés de l'épicerie

Depuis la grande colère poujadiste de 1956, on n'avait jamais vu en France un mouvement de rage du petit commerce qui prenne une telle ampleur. Ceci n'est cependant pas surprenant car la composition de la formation sociale française est fortement marquée par l'empreinte petite bourgeoise. Il faut voir que la révolution bourgeoise de 1789 a favorisé le développement d'une couche petite bourgeoise importante à base de paysans et d'artisans et boutiquiers. La paysannerie perdit peu à peu de son importance par l'exode rural et l'on assiste aujourd'hui aux réactions que suscite l'introduction d'une agriculture industrialisée. En ce qui concerne les soubresauts qui agitent la boutique aujourd'hui, ils sont les suites directes du processus de mutation de la petite bourgeoisie dans une société hautement industrialisée, réactions analogues mais non directement comparables à ceux des paysans aujourd'hui. Certes les thèmes d'agitation ne sont pas les mêmes mais ils procèdent tous d'un même thème : « Nous ne voulons pas mourir ».

Les causes de cette mort, en ce qui concerne le petit commerce, sont d'ordre essentiellement fiscal. Le mouvement récent s'élève d'abord contre la fiscalité écrasante qui asphyxie les petites entreprises commerçantes et artisanales ; jointe aux problèmes de l'assurance maladie dont la réforme hâtive, promulguée ces derniers temps, devant donner satisfaction aux petits commerçants qui ne sont pas assujettis à la Sécurité Sociale. La haine de la fiscalité et surtout de ses agents directs : contrôleurs et percepteurs était déjà l'axe essentiel de l'action de Pierre Poujade qui d'une réaction de défense immédiate contre l'Etat vampire s'orienta à l'extrême-droite pour devenir enfin un pilier fatigué du gaullisme moribond. Le rôle du fisc dans l'univers mythique du petit commerçant est historiquement déterminé : Le petit commerce devenu très tôt le rempart de la réaction (cf. juin 1848) connut une période sinon florissante du moins relativement prospère tant que le capitalisme ne connut que des crises éphémères ou conjoncturelles, c'est-à-dire en gros jusqu'à la guerre de 1914. Cette prospérité appuyée sur la stabilité politique et monétaire de la III^e République tendit à stabiliser la petite bourgeoisie avec son idéologie, sa politique et ses notables, ce qui se traduisit par la domination presque incontestée du radical-socialisme. Mais l'après-guerre et les convulsions gigantesques du capitalisme entraînent la ruine du régime politique, l'effondrement du franc et la décadence politique des radicaux. Dès lors se constitue un univers catastrophique où le fisc devenait l'ennemi principal, monstre assoiffé de sang qui par sa rapacité empêchait la libre concurrence de porter tous ses fruits. En période de crise, la petite bourgeoisie est incapable de saisir la nature réelle des malheurs qui la menacent et se raccroche à une époque de prospérité qui est objectivement révolue, ce qui entraîne l'aberration historique que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les développements théoriques des P.M.E. : la libre concurrence est encore la panacée universelle, porteuse de prospérité et d'abondance mais malheureusement des éléments de trouble, en la personne de l'Etat sous la forme de la pompe à finances et des grands magasins, trouble cette belle harmonie. Cette idéologie strictement réactionnaire a alimenté la ligne d'extrême-droite entre les deux guerres et a ressurgi lors du mouvement poujadiste et en partie lors des récentes grèves et manifestations. L'hostilité au fisc est une traduction épidermique de la conscience du caractère moribond du petit

commerce, toujours perçu en période de crise comme se trouvant le dos au mur face à un percepteur sanguinaire. D'ailleurs cette prise de conscience de soi-même de la petite bourgeoisie ne se produit qu'en période de crise sous cette forme élémentaire et catastrophique ; en période de calme les couches petite-bourgeoises n'appréhendent leurs intérêts que sous le voile idéologique du pouvoir stable, radical-socialisme avant 1914, gaullisme avant 1968. Cette absence de prise de conscience autonome de sa nature de couche sociale avec ses intérêts spécifiques est caractéristique de la place de la petite bourgeoisie dans la société : elle est incapable d'avoir une vision propre de l'histoire, de formuler des exigences allant au-delà de la simple autoconservation.

L'EVOLUTION ECONOMIQUE DE LA PETITE BOURGEOISIE

Cette absence de conscience de classe la petite bourgeoisie l'a toujours eue, elle qui oscillait entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cependant la composition et donc le mode de comportement du petit commerce comme couche sociale se sont modifiés avec l'évolution d'ensemble de la société. Si l'idéologie élémentaire et catastrophique héritée de l'entre deux guerres s'est maintenue, la remontée économique et le processus de concentration capitaliste a modifié la composition sociale de la petite bourgeoisie urbaine : l'artisanat proprement dit est en voie de disparition, sauf dans l'artisanat de luxe ou la concurrence industrielle est difficile. De même dans le commerce ont survécu les secteurs les plus réfractaires à l'industrialisation (alimentation, coiffure). Pourtant ces secteurs commencent à sentir eux-mêmes la tendance à la concentration du capital (voir la participation du haut commerce à la grève du 16 avril, voir aussi la protestation des bistroitiers parisiens contre les trusts qui font baisser les prix des débits de boissons pour les racheter en sous main et installer des pubs genre anglais). Cette évolution inévitable du régime capitaliste avait été freinée par la politique démagogique de la IV^e République qui réglementait la concurrence capitaliste dans certains secteurs (voir la réglementation des débits de boissons qui interdit la possession de plusieurs débits) et en même temps favorisait assez largement les facilités fiscales : pratique large du forfait en matière d'impôt qui favorise les commerçants les plus aisés et écrase les plus petits, mais le comportement de ces couches n'est pas déterminé exclusivement par la conjoncture économique. La situation politique peut accentuer ou freiner leur mouvement naturel. Par exemple les explosions de mécontentement (grève du 5 mars, manifestations, émeutes de Bourgoin) ont été retardées par l'explosion sociale de mai 68 qui a resserré les rangs de la boutique derrière le gaullisme facteur d'ordre et de stabilité. Mais le gaullisme en tant que facteur d'ordre creuse sa propre tombe. En tant qu'Etat fort au service du grand capital il a dû tenter de liquider les secteurs archaïques de l'économie française : petite paysannerie, petit commerce, P.M.E., ce qui impliquait également une rupture avec les mœurs de la République parlementaire ou tout groupe d'intérêt avait sa représentation politique. Dès lors les petits commerçants ont perdu toute expression politique au fur et à mesure que les modérés et autres radicaux se voyaient privés de toute possibilité de marchandage auprès de l'Etat.

La suppression du Sénat sera le coup de grâce porté aux notabilités traditionnelles et la consécration de l'indépendance du gaullisme par rapport aux anciennes mafias politiques. Le remplacement des lobbies par un appareil d'Etat objectivement au service du grand capital détermine les modalités spécifiques dans l'expression des couches moyennes n'ayant plus de portes-parole parlementaire. Le mouvement Poujade, antécédant historique, a trouvé son expression par l'élection de 56 députés mais cette expression a été en même temps le début de son déclin : les représentants d'une couche économique en déclin ont adopté une idéologie politique correspondante : celle de l'extrême-droite et ont de ce fait perdu leur audience, non pas tant à cause de cette idéologie, mais du fait qu'elle n'offrait pas les perspectives de défense minimale qui étaient celles de l'U.D.C.A. à ses débuts.

LE GAULLISME ET LA CRISE DE LA PETITE BOURGEOISIE

Aujourd'hui la situation est quelque peu différente. Les couches moyennes effrayées par la propagande gaulliste en Mai se sont ralliées au régime ; celui-ci a pu leur faire des concessions à court terme mais il ne peut effacer sa nature de régime au service du grand capital et donc hostile à la survie des couches parasitaires. Le gaullisme est prisonnier de sa contradiction : économiquement il doit faire disparaître ces couches marginales, politiquement il doit les ménager car elles constituent sa base sociale. De là une politique incohérente qui accorde des demi-satisfactions sans pour autant résoudre les problèmes majeurs, car la solution de ces problèmes implique la disparition de ces couches. De là une reculade sur l'assurance maladie, mais avec des cotisations élevées, faute d'une politique sociale homogène qu'un gouvernement bourgeois ne peut mettre en place. L'introduction de la T.V.A. augmente la complexité et l'anarchie du système fiscal et donc le mécontentement des commerçants et artisans. Mais ceux-ci face à leurs contradictions n'ont pas et ne peuvent avoir de compréhension historique de leur propre situation.

Ils se réfugient donc vers les deux formes d'expression qui ont été les leurs. D'une part la pression sur le gouvernement, d'autre part l'autodéfense, le mouvement de colère spontanée. Seulement la pression sur le gouvernement ne trouve pas d'intermédiaire politique pour s'exprimer, et est obligée d'en passer par Gingembre et l'association des P.M.E., groupe de pression douteux et dépassé qui est obligé de se lancer, avec une grande prudence malgré tout, dans des actions de masse telles que la grève du 5 mars. Cependant cette stratégie de pression ne va pas jusqu'à heurter de front l'Etat (annulation du mot-d'ordre de manifestation pour le 14 avril) alors que la base des P.M.E. s'en détache.

Face à cette attitude héritée de la IV^e République, d'autres organisations tendent à se créer sur des bases tout aussi apolitiques mais plus dynamiques, plus prêtes à l'action directe, à la défense immédiate : l'UNCAP à Paris, le mouvement de la Tour-du-Pin. Celles-ci n'hésitent pas à affronter directement l'Etat bourgeois, comme de vulgaires étudiants : mise à sac de la perception de la Tour-du-Pin, émeute de Bourgoin. Cet affrontement direct avec l'Etat, sur des bases de défense corporative, n'est pas le produit d'une radicalisation politique à gauche ou à droite, mais est plus simplement le produit immédiat du vide politique que l'Etat gaulliste laisse derrière lui : face à l'Etat, la petite bourgeoisie ne peut plus exprimer des intérêts propres par des marchandages avec les différentes fractions de la bourgeoisie ; elle se trouve face à l'Etat avec l'exemple de Mai qui donne une dynamique nouvelle à toutes les formes de mécontentement.

LA SITUATION POLITIQUE

Contre ce phénomène, le gaullisme est désarmé. Il ne lui reste que la répression, mais elle ne peut être appliquée de façon sérieuse tant que subsiste une façade démocratique, car ce sont malgré tout ses électeurs qui manifestent. A l'approche du référendum les manifestations de mécontentement des couches moyennes perturbent le jeu politique déjà bien instable : les formations politiques classiques, anti-gaullistes, qui avaient pour fonction de représenter ces couches, ont prouvé depuis trop longtemps leur impuissance pour qu'elles puissent espérer retrouver une efficacité que d'ailleurs les structures de l'Etat gaulliste ne permettent pas. Quant au Parti Communiste, seul opposant sérieux au régime, sa tactique électoraliste lui fait désapprouver des actions violentes susceptibles d'effrayer les classes moyennes, alors que les classes moyennes sont plutôt en posture d'effrayer le P.C. de part le type d'action violente qu'elles pratiquent. Bref, ces mouvements apparemment incontrôlés, s'ils peuvent évoluer vers toutes les directions possibles, sont un élément supplémentaire de perturbation. Les leaders de fait de ces mouvements, jeunes et dynamiques, peuvent devenir éventuellement des leaders fascisants mais rien n'indique objectivement que la crise du gaullisme débouche sur une forme de fascisme. Le caractère infrapolitique des manifestations laisse la porte ouverte à toutes les évolutions, étant donné l'absence d'initiative politique de la classe ouvrière qui seule pourrait servir de guide politique à ces couches. La bourgeoisie n'est pas encore en mesure d'utiliser ces couches comme masse de manœuvre contre le prolétariat organisé, de même que le prolétariat, à cause de la carence stalinienne, n'est pas en mesure d'agir lui-même et d'orienter dans un sens progressif le mécontentement des classes moyennes. Donc dans l'immédiat celles-ci se trouvent livrées à elles-mêmes sans guide politique, prêtes aux violences extrêmes comme à l'apathie totale. Les grandes difficultés d'organisation de ce milieu jointes à l'idéologie individualiste ne lui permettent pas de se manifester autrement que par de brefs accès de colère, ce qui empêche de les compter comme un facteur politique permanent dans la vie sociale.

LES TACHES DES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES

Les tâches d'implantation des militants révolutionnaires dans ces milieux ne sont évidemment pas prioritaires. Cependant il faut se garder de deux réactions symétriques et également superficielles : « C'est le fascisme ! » ou bien « Ça pète partout ! ». Les explosions de mécontentement de la petite bourgeoisie s'inscrivent dans le cadre de la crise chronique du régime. Il convient donc d'expliquer correctement le caractère petit-bourgeois de ces actions violentes afin que des jeunes ouvriers écœurés par l'absence de combativité du P.C.F. ne se lancent pas dans des actions violentes débridées, sans projet politique, irrécupérables par n'importe qui. Mais surtout, les émeutes épiques sanctionnent la faillite de la ligne stratégique du P.C. qui modère les actions de la classe ouvrière pour ne pas effrayer les couches moyennes, au moment où les charcutiers brûlent les voitures : qui a peur de qui ?

La faiblesse du régime gaulliste n'a d'égale que l'anémie politique du P.C.F. A cause de sa faillite, n'importe quelle couche sociale est susceptible de se trouver à « l'avant-garde » des luttes dans une situation de crise. Hier les étudiants, aujourd'hui peut-être les petits commerçants ; à quand les paysans ? Seul le prolétariat organisé sur des bases révolutionnaires peut permettre d'utiliser cette énergie dans un sens révolutionnaire. La direction en titre de la classe ouvrière, le P.C.F. est incapable de donner la moindre perspective à la lutte des classes ; ce qui permet à n'importe quelle couche petite bourgeoise d'apparaître comme un adversaire décidé du régime, sans pour autant permettre de le renverser.

C'est à nous de le faire comprendre en expliquant à tous le phénomène, jusqu'au sein même des cortèges de boutiquiers !

le mouvement lycéen (suite)

Ces derniers mois ont vu la plupart des C.A.L. de la région parisienne se réduire progressivement à une peau de chagrin où ne subsistent en fait que les éléments par ailleurs organisés. Mais le sigle C.A.L. n'est pas mort, il a encore un rôle tout à fait important à jouer, c'est pourquoi nous pensons qu'une clarification politique la plus complète possible est aujourd'hui urgente.

1) Le mouvement lycéen au 2^e trimestre.

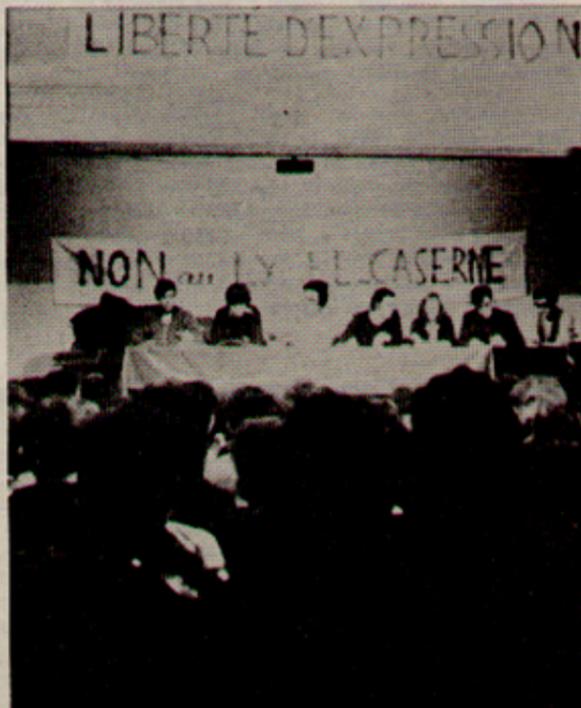
Tout d'abord il est utile de dresser un rapide bilan des dernières actions menées par les C.A.L. La « campagne des meetings » qui se déroula au début du second trimestre fut la dernière manifestation d'envergure entreprise au niveau parisien. Voulant répondre à la nécessité de politiser le mouvement tout en permettant d'imposer dans les faits la liberté d'expression politique dans les lycées après l'offensive Chaptal, elle ne répondit que partiellement aux objectifs que nous nous fixions. En premier lieu, la mobilisation, qui aurait dû se faire sur les thèmes de cette campagne (explication de la situation politique après Mai, crise politique du régime, montée des luttes ouvrières, tâches des révolutionnaires) se réduisit bien souvent à un affrontement entre C.R.S. et les C.A.L. parisiens avec pour enjeu de la lutte la tenue ou non d'un meeting, comme à Michelet ou à Decour.

Plus que par ces aspects activistes cette campagne fut un échec et un révélateur de la situation dans laquelle nous nous trouvons parce qu'à aucun moment les C.A.L. ne purent fournir un contenu politique à leurs meetings.

Après la faiblesse des mobilisations dans les lycées, à la fois pour le lycée de Versailles et pour la venue de Nixon à Paris, l'affaire se décompose à petit feu, la coupure d'avec la réalité du milieu se solvait par la résurgence du débat intergroupusculaire, plus virulent, hargneux et stérile que jamais, en particulier dans le Collectif parisien (qui finissait par devenir aussi « psychédélique » qu'une certaine coordination des C.A. étudiants). Le degré d'impuissance des C.A.L. fut clairement montré par le 11 mars : aucune préparation, aucune mobilisation, aucune explication politique ne fut possible à cette occasion comme à tant d'autres, le C.A.L. se penchant plus sur les moyens de « résorber leur crise » que sur autre chose.

2) Les C.A.L.

Certes, il ne faut pas tomber dans la vision totalement négative de l'action qui a pu être menée, mais il s'agit d'analyser les erreurs qui ont été faites, d'en tirer les conséquences. En effet, si les C.A.L. ont pu mener l'offensive à la rentrée contre la bourgeoisie, si pendant une période ils ont été les seuls à combattre effectivement la participation, si la journée nationale d'action du 13 décembre a été une victoire importante, il faut bien voir les limites et les contradictions de ce mouvement.



Le projet d'organisation politique de masse conçu par le 1^{er} congrès en octobre, en particulier, introduisait un certain nombre de confusions : la possibilité d'une organisation politique de masse organisant l'ensemble du mouvement issu de Mai, intervenant vers le milieu, menant en permanence des campagnes politiques et, de ce fait, comportant des structures permanentes (Bureau national, Comité national, etc.), prétendait implicitement qu'il pouvait exister une organisation unitaire, large, souple, ayant la compréhension stratégique de ses luttes, de la nécessité de jonction avec le mouvement ouvrier, les C.E.T., un mouvement jouant un rôle d'avant-garde en milieu lycéen. D'un autre côté, il gardait un caractère de masse en menant toute une série de campagnes proprement lycéennes.

Cette contradiction fondamentale entre caractère de masse et rôle d'avant-garde tactique est celle de tous les mouvements actuels dans la jeunesse scolarisée : elle ne doit pas pour autant paralyser toute action, mais ce qu'il faut comprendre, c'est que les C.A.L. ne peuvent être une organisation permanente, assurant eux-mêmes la continuité politique entre les actions. Au contraire, la mobilisation doit nécessairement connaître un flux et un reflux, et il est normal qu'à certains moments ils périclitent et se vident de leur ardeur, mais, par ailleurs, ce sont des structures de luttes et en tant que telles doivent exister en fonction de la possibilité objective de mener des luttes.

3) Une fausse solution : le contrôle lycéen.

Il n'est pas inutile de rappeler que les contradictions de l'enseignement dans la société capitaliste ne pourront être résolues que dans le cadre d'un contrôle ouvrier sur l'enseignement, ce qui veut dire concrètement que le mouvement étudiant et lycéen n'est pas « autonome » mais est directement subordonné (sur le plan programmatique) au mouvement ouvrier. C'est pour cela que toute notion de contrôle lycéen sur l'enseignement ou autogestion relève non pas d'une vision stratégique de la lutte de classe mais simplement de la théorisation de la structuration particulière du milieu lycéen. Il ne s'agit pas encore encore une fois de s'accrocher à tout prix aux lambeaux d'un mouvement en essayant de le faire revivre grâce à un certain nombre de formules magiques telles que des campagnes sur le contrôle lycéen.

4) Intervention dans le milieu lycéen.

Quels sont les problèmes qui se posent à l'heure actuelle au mouvement lycéen, quel rôle et quelle place prendraient les C.A.L. dans ce mouvement ?

a) Contexte politique.

Mai a définitivement brisé la stabilité apparente du régime gaulliste : du fait de la concurrence internationale à laquelle la bourgeoisie est soumise, la marge de manœuvre dont elle bénéficiait sur le plan économique s'est considérablement rétrécie ; sa survie implique qu'elle ramène à tout prix le calme social aussi précaire soit-il. C'est cela qui explique le refus du régime de négocier localement avec les syndicats, la participation comme moyen d'intégrer ces mêmes syndicats, le référendum-plébiscite dont de Gaulle vient de préciser toute la portée : le besoin de reconstruire une certaine façade d'« unité nationale » pour être en mesure de faire face à cette concurrence. Dans un tel contexte toute lutte économique du prolétariat revêt d'emblée un caractère politique, toute lutte que nous pouvons déclencher ne peut être conçue dans un cadre strictement lycéen mais implique dès l'abord d'être intégré dans un projet politique global et cohérent.

b) Axes d'interventions des militants révolutionnaires dans les lycées au 3^e trimestre.

— Les C.A.L.

Répetons que les C.A.L. ne peuvent être pour nous des structures permanentes de mobilisation, d'éducation politique du mouvement. Leur rôle est essentiellement de constituer des pôles de regroupement de tous les lycéens en lutte, ils sont donc immédiatement tributaires de la possibilité ou non de mener des luttes. Les campagnes que l'on peut prévoir pour les C.A.L. sont les suivantes :

- lutte contre la participation
- luttes antifascistes que le C.A.L. doit assumer politiquement et militairement.
- lutte contre les examens, la sélection et plus particulièrement le bac.

Cela ne veut pas dire que l'on va préparer et savamment minuter les phases successives de ces campagnes en Conférence nationale des C.A.L. ou ailleurs. Une telle conception tendrait non pas à fournir des éléments d'une réelle mobilisation sur ces thèmes, mais à maintenir à tout prix la structuration de cette mobilisation, y compris en faisant les plus larges concessions au réformisme. C'est en fonction de la situation locale à tel ou tel moment, pour tel ou tel lycée, qu'il sera possible de réaliser ces campagnes.

— Les Cercles Rouges.

Le problème fondamental qui se pose aujourd'hui au mouvement lycéen dans son ensemble est la jonction ouvrier-étudiant. C'était là le sens du mot d'ordre : ouvriers-étudiants, un même combat. La médiation concrète que peuvent retrouver les lycéens pour effectuer cette jonction c'est l'intervention dans les C.E.T. Nous avons vu que les C.A.L., à cause de leur caractère de masse, étaient incapables de réaliser cette jonction avec les C.E.T. autrement que sur le plan physique. La compréhension de la nécessité politique de ce mot d'ordre nécessite d'être sous-tendue par la réalité et le programme d'une organisation d'avant-garde. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, seuls les Cercles Rouges sont capables de réaliser un réel travail d'intervention, d'implantation et d'extension des luttes en milieu C.E.T.

D'autre part, les C.A.L. sont incapables d'assurer la continuité politique entre leurs actions, les Cercles Rouges lycéens ou la « trame rouge » qu'ils constituent en leur sein réalisent déjà cette tâche. C'est essentiellement à partir des initiatives et des explications politiques que nous saurons fournir que les C.A.L. pourront encore jouer un rôle véritable en milieu lycéen.

psu : un pas en avant... dans deux directions différentes

Le fait marquant du 8^e Congrès du P.S.U. a été l'expression d'un réel courant révolutionnaire en son sein. Profondément mal à l'aise dans cet « habit d'arlequin » que sont les thèses rafistolées par le congrès, ne se sentant « aucune affinité » avec les courants droitiers qui coexistent dans ce « parti », les militants révolutionnaires du P.S.U. auront au moins pris au mot leur direction opportuniste sur un point : elle doit s'engager prioritairement dans une politique d'alliance avec les groupes révolutionnaires maoïstes et trotskistes, avec le courant issu de mai. C'est là un engagement difficile à tenir pour qui se veut en même temps respectable ! Et c'est aussi contradictoire avec toutes les concessions faites à ce qui reste la majorité du parti : un courant techniciste bourgeois qui voudrait bâtir une société mettant davantage en valeur ses propres capacités de gestion et combien méfiant à l'égard de cette bonne « vieille » classe ouvrière et de sa dictature !...

DES COMPROMIS INQUIETANTS

« Se mettre au niveau du parti »... Quand on a un parti aussi bigarré, une telle justification permet tous les opportunistes. C'est au nom de tels arguments que Bridier, par exemple, justifia le caractère « imparfait » des thèses et s'en fit le défenseur acharné. Ces thèses de compromis, quoique largement amendées, restèrent limitées par le choix de départ : non pas éduquer et exprimer résolument le courant révolutionnaire attiré en mai, mais, malgré un gauchissement, permettre aux éléments centristes et droitiers de conserver leur place dans le parti ; c'est-à-dire aussi choisir une base large et donc floue permettant de conserver des dimensions de parti plutôt que se minoriser dans l'immédiat sur des bases révolutionnaires.

Mais au moment même où l'on reconnaît par ailleurs l'existence d'une crise générale du capitalisme, l'actualité et la nécessité du passage au socialisme, de tels compromis laissent simplement désarmés les militants qui attendaient du P.S.U. la clarification idéologique et organisationnelle les préparant à la prochaine crise révolutionnaire.

Particulièrement ambigus sur le problème de l'Etat, ces thèses traitent sans l'explicitation de la crise révolutionnaire, en termes de « transformation des rapports de pouvoir dans toute la société », multiples pouvoirs juxtaposés bien connus en mai, auxquels on rajoute la prise du pouvoir central : mais en termes de « maîtrise de l'appareil gouvernemental », sans qu'il soit jamais question de destruction de l'Etat bourgeois, ni du caractère politique que peuvent revêtir les organes de double pouvoir dans le processus révolutionnaire. Dès lors, après la « prise du pouvoir » (?) elle-même, la nature du nouvel Etat mis en place n'est jamais définie non plus, et les organes de gestion démocratique de l'économie ont des relents d'autogestion à la yougoslave sans aucun contenu ni pouvoir politiques. C'est là une grave concession faite à la fois à l'idéologie techniciste bourgeoise qui, somme toute, se contenterait fort bien d'une « meilleure » gestion d'un Etat fétichisé, concession aussi au révolutionnarisme chrétien sensible aux thèmes des « pouvoirs dans l'entreprise » faisant fi de toute analyse marxiste de l'Etat.

Exprimant les aspirations de ces fonctionnaires et intellectuels petits-bourgeois mal utilisés par le capitalisme décadent, les thèses visent aussi à leur conférer un rôle nouveau dans le processus révolutionnaire : « Aujourd'hui, sous le terme générique d'« ouvriers » — ou mieux parce que plus précis de « prolétaires » — il faut entendre l'ensemble des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail, ce qui représente la majorité croissante des salariés. » (?) On comprend pourquoi des militants, comme Badiou, soient partis en guerre contre cette nouvelle « définition » pour le moins légère du prolétariat (sans aucune référence à la production de plus-value !). Il semble cependant que pour lutter contre ceux qui négligent pour le moins le rôle central de la classe ouvrière au cours et après la prise de pouvoir, Badiou oppose une conception, elle étroite, du prolétariat (limité aux seuls ouvriers manuels) et sociologique du parti ouvrier. Nous aurons certainement l'occasion de revenir sur ce débat.

Le nombre relativement important d'abstentionnistes dans le vote final sur les thèses (123 + 30 contre et 642 pour) exprima à la fois la volonté de refuser ces positions confuses et l'absence de préparation commune du congrès par le courant révolutionnaire : devant un texte très vaste, la plupart des militants de gauche n'ont pas cherché à opposer de contre-texte, mais ont mené dans leurs fédérations une bataille d'amendements. Le congrès a montré que le rafistolage se heurtait à des limites et ne changeait pas la nature du texte. Cette bataille d'amendement n'a pas facilité le travail de clarification.

UN - NON - PEU CLAIR

Autre débat, bien plus confus encore, fut celui sur le référendum. Le courant de gauche était divisé sur ce point, une partie préconisant le boycott et l'autre rejoignant les droitiers sur le « non ». Certes, le contenu des deux « non » était différent, mais ces différences mêmes étaient beaucoup plus difficiles à exprimer clairement qu'au travers d'un appel au boycott. La difficulté fut apparente dans la discussion sur les thèmes de la campagne du référendum où l'on décida de « dénoncer l'erreur qui consiste à engager prioritairement le mouvement ouvrier sur le terrain d'une consultation plébiscitaire choisie par de Gaulle, et à laisser croire que l'issue de cette bataille puisse être décisive pour la victoire du socialisme ». Ceci entraînait directement en contradiction avec la participation même au référendum qu'impliquait ensuite l'appel à voter « non » (436 « non », 382 « boycott »).

La mise en minorité de la direction sur ce point accentua son déséquilibre : son appel au boycott, pas plus que sa phraséologie gauchiste, coup de chapeau à gauche, n'ont réussi à souder le courant révolutionnaire derrière elle ; son opportunisme centriste s'est clairement révélé aux yeux de beaucoup de militants ; mais il n'est que le reflet d'une base politiquement hétérogène.

APRES MAI

Seule organisation politique à gauche du P.C., ayant des dimensions de parti, le P.S.U. a connu en mai un fort recrutement (42,7 % de ses effectifs datent de 1968). Mais un parti hétérogène, non centralisé, oscillant entre le gauchisme le plus sectaire et le pire réformisme est incapable d'offrir une réelle alternative à la politique des organisations traditionnelles et de mener le travail d'éducation des militants ouvriers contre l'emprise des idées stalinienne et social-démocrates. Un tel parti est de plus totalement in-préparé à la période de crise révolutionnaire qui, pourtant, peut surgir à nouveau dans un proche avenir : ce n'est pas à ce moment-là qu'une direction révolutionnaire se met en place ni que le parti apprend à intervenir comme une force de combat disciplinée. Par contre, c'est à ce moment-là que l'opportunisme centriste devient un danger dont tous les révolutionnaires peuvent subir les conséquences : le refus du B.N. du P.S.U. de participer le 28 mai à la manifestation de la C.G.T. a été reconnu comme une grave erreur. Mais cette « erreur » est la conséquence logique d'une politique opportuniste en l'absence de toute compréhension stratégique révolutionnaire de la lutte ; cette erreur, ainsi que l'« erreur » de la présence de Mendès à la manifestation de Charley, n'est que le reflet d'une volonté tactique d'occuper au mieux la place délaissée au P.S.U. dans le champ des forces politiques.

Aujourd'hui, pour le courant révolutionnaire qui s'est exprimé dans le P.S.U., la tâche n'est pas seulement de développer un travail de formation marxiste pour combattre l'idéologie réformiste de tout poil dans le parti. Elle est aussi, comme le disait un délégué au Congrès, de se donner « un parti pour l'action ». Nous aurons largement à débattre des multiples thèmes abordés dans ce Congrès au travers d'une confrontation militante avec le courant révolutionnaire qui s'y est exprimé.

halte à l'arbitraire et à la répression

Le camarade Jean-Paul Polycarpe, étudiant en 4^e année de Sciences Economiques, interpellé et « identifié » lors d'une manifestation en mai dernier, s'est vu refuser sa demande de sursis alors qu'il remplit toujours les conditions réglementaires nécessaires pour l'obtention de ce sursis, à savoir : avoir moins de 25 ans et n'avoir jamais redoublé sans succès, avoir déposé sa demande dans les délais.

Le prétexte invoqué était que l'étudiant aurait redoublé sans succès sa deuxième année de licence. Or, ceci est faux, et bien que l'étudiant n'ait eu aucune peine à le prouver et malgré ses démarches sur ce point, la décision fut maintenue. Il apparaît donc clairement que cette décision ministérielle, qui s'est traduite par un ordre d'appel pour le 6 janvier 1969, a une motivation politique.

Le camarade Polycarpe ayant consulté des avocats et sûr de son droit n'a pas répondu à cet ordre d'appel.

Le Bureau de l'A.E.R.U.A., mandaté par une assemblée générale, a entrepris une série d'actions visant à faire caser la décision :

(1) Une entrevue lui a été accordée au ministère de l'Education Nationale où l'assurance lui a été donnée que le cas du camarade serait examiné, et qu'en tout état de cause, la procédure d'incorporation était provisoirement suspendue.

(2) Une campagne de presse fut entamée et à ce jour elle est restée sans écho.

(3) Enfin, lors d'un meeting intersyndical contre la répression tenu à Antony le 26 février une motion fut votée par toutes les sections syndicales locales exigeant la réintégration de l'étudiant Polycarpe dans ses droits. Cette motion fut déposée à la sous-préfecture d'Antony et envoyée aux ministères des Armées et de l'Education Nationale.

Cependant, le camarade Polycarpe a reçu le 14 mars un nouvel ordre d'appel impératif qui le menaçait d'être déclaré insoumis, en même temps qu'on procéderait à son arrestation.

L'A.E.R.U.A., considérant cette décision comme une atteinte au droit aux études et comme une mesure arbitraire, appela TOUS les résidents à manifester leur solidarité envers le camarade Polycarpe en participant à une délégation massive le vendredi 21 mars à la sous-préfecture d'Antony (route de Sceaux, près de la R.U.A.).

Une partie de la délégation (150 personnes) fut reçue par le Sous-Préfet qui déclara n'avoir aucun pouvoir en la matière et s'engagea à transmettre un rapport à son ministère. Jusqu'à présent aucune suite n'a été donnée à cette entrevue.

Cependant, l'étudiant sera déclaré insoumis le 18 avril s'il ne se présente pas à son corps d'affectation.

25 avril
mutualité
20 h. 30

meeting
rouge
lutte
ouvrière

l'épisode
du référendum
et la lutte
contre
le gaullisme

bientôt le 1^{er} mai
fête internationale des travailleurs

Camarades ! Participons
massivement aux cortèges
ouvriers !

pourquoi la ligue ?



Les 5, 6, 7, 8 avril s'est tenu le premier Congrès de la **Ligue Communiste**. La nouvelle organisation est née d'une décantation interne de Cercles Rouges constitués autour du journal. Les Cercles Rouges regroupaient essentiellement des militants de l'ex-JCR, de l'ex-PCI et surtout des militants venus en Mai à la politique. Ils eut été possible de recréer en septembre une nouvelle organisation. Elle n'aurait été que le prolongement des groupuscules d'avant-Mai. Les Cercles Rouges ont permis une implantation ouvrière qui modifie radicalement la nature de la nouvelle organisation par rapport aux anciens groupes.

Par différenciation au sein des Cercles Rouges, se sont créées les Cellules Rouges. Ce sont les 220 délégués mandatés de ces cellules qui après trois mois de débats préparatoires, ont tenu congrès (1). Les débats ont donné lieu à l'organisation de tendances au sein des Cellules Rouges, tendances regroupées sur des textes. Les tendances furent au nombre de trois, les textes de tendance ainsi que leurs animateurs circulèrent librement dans les Cellules Rouges.

Ce débat d'un bon niveau politique, vigoureux et souvent très polémique, augure bien de l'avenir de la **Ligue Communiste**. Renouant avec les traditions de la démocratie ouvrière, il a fait la preuve de la possibilité d'un débat ouvert qui ne soit pas conclu par les légendaires scissions. Le phénomène est particulièrement éducatif pour une organisation qui compte 65 % de ses membres entre 19 et 25 ans, c'est-à-dire une organisation jeune socialement et politiquement puisque 55 % de ses membres sont venus à la politique en Mai et après Mai. Les dangers de durcissement à l'extrême, de sectarisation étaient réels. Ils ont été évités, ce qui témoigne aussi de la nature de la période : la réalité des perspectives révolutionnaires corrige et gomme les aigreurs qui, en période de reflux, accélèrent la dégénérescence et les éclatements.

Pour rester fidèle aux traditions de la démocratie ouvrière, l'ensemble des débats préparatoires au congrès sera rendu public, sous forme de trois « cahiers rouges » reprenant les principaux thèmes du congrès : 1) La théorie de l'organisation et la construction du parti révolutionnaire ; 2) De l'Internatio-

nalisme à l'Internationale ; 3) la Dialectique des secteurs d'intervention. Nous nous contenterons donc de rappeler ici la place et la fonction politique qu'occupe à nos yeux la **Ligue Communiste**.

Son implantation et son élaboration programmatique encore insuffisante ne lui permettent pas de se prévaloir du nom de parti ; mais dès maintenant sa place politique face au PCF lui permet d'éviter tous les pléonasmes de démarcation (communiste révolutionnaire, internationaliste, ou m-l), et de se doter du nom suffisant de communiste.

I) APRES MAI : L'ORGANISATION NÉCESSAIRE

Mai a modifié la position des groupes d'avant-garde, accru leurs possibilités et multiplié leurs responsabilités : ils doivent aujourd'hui dépasser leur rôle marginal de commentateurs de la lutte des classes pour en devenir les protagonistes... Au besoin ses pour en devenir les protagonistes... ou bien dégénérer en courants révolutionnaires étudiants. Il ne s'agit pas de voir dans cette mutation une performance sportive, mais une nécessité vitale pour les perspectives révolutionnaires en France. C'est à cette articulation décisive que prend place la **Ligue Communiste**.

Le régime gaullisme a mal digéré Mai. Après la résurrection du prolétariat, la bourgeoisie n'a plus guère confiance en son sauveur de jadis. En novembre, alors qu'elle applaudissait pour se rassurer aux défilés militaires, elle évacuait ses capitaux ; aujourd'hui, alors que de Gaulle lui demande de serrer les rangs pour le référendum, elle s'agite, piaille, conteste, caquette et contrevient furieusement.

La crise monétaire ronge le régime comme une fièvre. Le patronat s'efforce de reprendre les concessions de Grenelle ; la boutique refuse d'en faire les frais. Chacun s'ébroue et tire la couverture à hue et à dia.

Les plus schématiques, au lendemain de Mai, pensèrent l'histoire comme un carrefour de vastes avenues toutes droites : social démocratie ou fascisme. Mais on voit mal où la bourgeoisie trouverait la base d'une relève travailliste après l'éclatement de la FGDS... à moins d'y associer le PCF, encore trop

suspect de moscoutisme. Quant au fascisme, il ne suffit pas de le brandir comme un épouvantail. Encore faut-il en avoir les moyens. Le moyen — la force — d'écraser les organisations ouvrières et d'atomiser le prolétariat ; le moyen de dégager une base sociale petite bourgeoise militante ; le moyen de pratiquer une politique économique en vase clos dans les frontières de l'hexagone. Toutes choses qui, dans l'immédiat, paraissent passablement farfelues.

En fait la bourgeoisie se trouve devant une alternative impérieuse : ou bien restaurer l'Etat fort mis en place par le gaullisme et refaire autour de lui le vide politique, ou bien retomber dans une politique de concessions aux couches petites et moyennes bourgeoises, contradictoire avec les intérêts de la bourgeoisie monopoliste.

A la crise chronique et latente du régime, la turbulence de la petite bourgeoisie ajoute une nouvelle inconnue. La crise ne trouvera pas de dénouement indépendamment des luttes ouvrières et de l'intervention d'une avant-garde consciente et organisée.

En effet, le prolétariat après Mai demeure combatif mais désemparé. Eduqué dans le vieux schéma social-démocrate du programme minimum et du programme maximum, les militants devaient, après la débâcle électorale de juin se retrouver en plein désarroi : le tourniquet ne fonctionne plus. L'issue parlementaire étant barrée, les grandes mobilisations strictement revendicatives apparaissent crument pour ce qu'elles sont : un lent travail d'usure sans cesse recommencé. Il en résulte au sein de la classe un écartèlement entre la masse des travailleurs combatifs mais réduits à une défensive sans perspectives et quelques militants d'avant-garde isolés et glissant vers le gauchisme faute de trouver les mots d'ordre et les objectifs qui refassent l'unité de la classe.

Dans ces circonstances on assiste à deux phénomènes apparemment contradictoires. D'une part, devant la répression patronale concrétisée par l'accélération des cadences et les licenciements politiques, les ouvriers hésiteront à entrer en lutte sans la couverture légale du syndicat. D'autre part, certains noyaux durs, regroupés dans un même atelier, mettent à profit les contradictions de l'automatisation, pour prendre l'initiative de la lutte et paralyser, par leur place dans l'entreprise, toute une branche ou un ensemble d'usines. Ce fut le cas à Donges, au Mans, à la Saviem, à Usinor, à Peugeot : quelques dizaines d'ouvriers en grève suffisent à provoquer le chômage technique de plusieurs milliers ou le lock-out de l'entreprise. Ainsi, par leur efficacité, ces actions donnent aux militants de pointe une marge de manœuvre nouvelle par rapport à la bureaucratie syndicale et une capacité de résistance accrue face au patronat.

Pourtant, ces actions n'ont pas réussi à se généraliser et à faire tache d'huile sur les entreprises. A cette généralisation, le relai du syndicat demeure nécessaire et faute de ce relai, les escarmouches s'achèvent en queue de poisson.

Pour éviter que la crise du stalinisme ne tourne en débandade idéologique, pour offrir une alternative révolutionnaire au gaullisme décadent, pour refaire l'unité de lutte de la classe ouvrière, une organisation révolutionnaire n'est plus seulement une nécessité théorique, elle est une urgence.

II) LA LIGUE ENTRE LES GROUPUSCULES ET LE PARTI

Avant Mai, le propre des groupuscules c'était leur position marginale par rapport à la réalité de la lutte des classes. Ayant dégagé des ruines théoriques du stalinisme quelques bribes de stratégie révolutionnaire, ils étaient en état de comprendre, plus ou moins bien, les fluctuations de la lutte politique, les trahisons stalinienne ou révisionnistes. Aujourd'hui, ils ont pris pied dans la lutte même, ils ne peuvent se contenter de la commenter, ils doivent prouver leurs capacités de direction possible, même à petite échelle.

La Ligue prend place dans cette période où les groupuscules doivent dépérir ou se dépasser eux-mêmes. Ce qui ne signifie pas passer d'un groupe idéologique aux délimitations d'école, à un groupe de praticiens activistes aux contours empiriquement explorés. Des groupes dissous le 11 juin, des militants qui ont afflué en Mai à l'action politique, doit ressurgir une organisation qui prolonge, enrichisse, passe au feu de la pratique l'acquis stratégique de groupes tels que l'ex-JCR qui avait montré en Mai leurs capacités politiques malgré leurs faibles moyens organisationnels.

Cependant, la voie n'est pas large et droite vers la construction du parti révolutionnaire. La classe ouvrière n'est pas une réalité neuve, vierge et disponible, mais une classe déformée politiquement et idéologiquement par 40 ans d'éducation et de pratiques stalinienne. Ce phénomène impose une démarche de construction du parti révolutionnaire qui n'est pas simple mais qui va de la **périphérie vers le centre**.

On doit dès maintenant tenter de s'adresser aux noyaux décisifs, centraux, de la classe ouvrière. Par exemple aux ouvriers d'avant-garde de Renault. Mais on ne peut les convaincre de nos capacités à les organiser, par notre seule bonne foi. Il faut faire la preuve pratique et concrète de nos capacités à organiser et diriger des luttes de masse. C'est pourquoi la construction des organisations d'avant-garde commence aujourd'hui par explorer les lignes de faille du stalinisme, par ébranler ses maillons faibles. Ainsi

(1) 350 militants assistaient au Congrès, 220 régulièrement mandatés, disposaient du droit de vote.

le rôle des étudiants en Mai s'explique par le fait que, fournissant une faible prise aux appareils stalinien, le mouvement étudiant était le premier passé sous l'influence et le contrôle des groupes d'avant-garde.

Aujourd'hui, cette construction concentrique du parti révolutionnaire de la périphérie vers le centre se poursuit de plusieurs façons. Ayant fait la preuve de leur capacité à diriger des luttes de masses étudiantes, les nouvelles avant-gardes ont acquis une certaine audience et influence dans la classe ouvrière et ramolli le corset stalinien. Ils ne peuvent pas pour autant organiser et diriger les luttes des secteurs traditionnels de la classe. Leur capacité d'initiative est inversement proportionnelle au poids de l'appareil stalinien. Ainsi les secteurs les plus perméables à leur propagande sont souvent ceux d'un prolétariat jeune avec peu de traditions de lutte et d'organisation (Chimie), ou bien encore certaines couches modernistes et confuses de la CFDT par rapport aux batailles de la CGT.

Enfin et surtout leur capacité à faire pièce au PCF, à prendre sur lui l'avantage sur le plan du dynamisme et des initiatives, se développe beaucoup plus vite en Province qu'à Paris.

L'appareil du PCF y est souvent poussif et ver-moulu, peu renouvelé, lié aux notabilités locales, il ne dispose pas de la base sociale des banlieues rouges. De plus la confrontation entre l'avant-garde et le PCF devient vite globale. Alors que dans les banlieues parisiennes, la dissociation du lieu de travail et du lieu d'habitat permet de fractionner la classe, d'émietter le rapport de force, de laisser dans chaque entreprise les gauchistes seuls face à leur patron et leurs bureaucrates, en province les villes constituent souvent des unités politiques où chaque événement ponctuel prend aussitôt une signification et une dimension locale. C'est pourquoi le PCF sera encerclé par la province et y subira ses plus cuisants échecs dans l'immédiat. Parallèlement, un travail assidu dans les bastions même du PCF, permet de donner à ses échecs, aux progrès de l'avant-garde, toute leur portée et d'accroître le crédit des militants révolutionnaires.

Cette tactique de construction du parti de la périphérie vers le centre a malheureusement des conséquences sur la composition sociale des groupes d'avant-garde. Ainsi la Ligue Communiste compte 40 % d'étudiants, 15 % de lycéens, 13 % d'enseignants et 32 % de travailleurs. Les 32 % incluent un certain nombre d'employés et de techniciens, mais se répartissent pour l'essentiel dans la métallurgie, l'assistance publique, le bâtiment, l'aéronautique, l'EDF, la SNCF. Mais 32 % demeure un pourcentage faible même par rapport à la composition sociale des groupuscules avant Mai, il marque un progrès considérable.

Il en résulte que la Ligue doit compenser les conséquences possibles de cette composition à majorité jeune et étudiante par un renforcement des critères de sélection des militants et de la centralisation de l'organisation. Cette centralisation n'a pas seulement pour but le contrôle de l'organisation, elle est aussi le seul moyen de créer un rapport de force national face au PCF. L'avant-garde ne damera pas le pion au PCF en additionnant une série de face à face au sein des entreprises. On n'arrachera pas le carcan stalinien par lambeaux. De même que les luttes ouvrières, si elle demeurent internes à l'entreprise, confrontées au seul patron, et non politiquement unifiées face à la classe bourgeoise et on Etat, sont facilement dévoyées en lutte économiste et réformiste, de même l'avant-garde ne peut pas venir à bout de la bureaucratie en affrontant et battant chaque bureaucrate dans chaque entreprise. **Le propre de la bureaucratie, c'est d'atomiser la lutte des classes, d'éparpiller les combats. Pour vaincre la bureaucratie, il faut opposer au PCF une capacité nationale d'organisation.**

Cela veut dire savoir choisir les boîtes où on intervient prioritairement, évaluer l'investissement militant et sa répartition; cela veut dire surtout s'efforcer en permanence de vaincre l'isolement des militants révolutionnaires. Par exemple, si des militants montent un C.A. dans une boîte de la banlieue rouge, souvent ils distribuent une feuille clandestine, sur les établis, dans les vestiaires sans apparaître publiquement; ils acquièrent une audience et des sympathies qu'ils ne peuvent capitaliser. S'ils apparaissent, ils sont exclus du syndicat et livrés pieds et poings liés à la répression patronale et au licenciement. Dans les deux cas, le rapport de force direct et limité face à la bureaucratie se solde par un échec. Pour sortir de cette impasse une organisation fortement structurée, coordonnée, qui planifie son intervention est nécessaire. Par exemple elle peut coupler l'intervention sur une boîte avec l'intervention sur le grand ensemble où résident nombre d'ouvriers de la boîte; souvent elle y retrouvera les sympathies qui n'osaient et ne pouvaient s'exprimer dans l'usine sous la surveillance des bureaucrates. De même, si le syndicat s'attaque à eux, mais à leur organisation, le conflit avec les gauchistes n'est plus une anecdote interne à l'entreprise, mais un problème politique au niveau de la ville ou du quartier. L'organisation révolutionnaire se dresse face au P.C.F. non seulement en gagnant une influence pied à pied dans chaque boîte, mais encore en constituant le rapport de force à un niveau plus général par ses meetings, ses manifs, ses interventions diversifiées.

Ainsi la construction du parti révolutionnaire implique une réelle stratégie et non une improvisation. Pour éviter que les effets ne s'éparpillent en vain, que le P.C.F. isole les « gauchistes » pour mieux les combattre, l'organisation doit répartir ses forces, centraliser les informations (par région, par branche), décloisonner les luttes, opposer au P.C.F. une organisation nationale centralisée, et non pas une frange informe et molle de groupes locaux et de militants isolés.

III) L'INTERVENTION DE LA LIGUE

Pour ne plus être une avant-garde du mouvement étudiant mais une organisation révolutionnaire intervenant (entre autre) dans le milieu étudiant, la **Ligue Communiste** affirme la priorité des priorités au travail ouvrier. Il ne s'agit pas simplement de se conformer par là formellement aux rudiments de théorie marxiste mais de réaffirmer pratiquement le rôle historique du prolétariat après que les trahisons stalinienne aient servi de prétexte à toutes les vogues sociologiques sur la société de bien-être et la disparition de la classe ouvrière.

En ce qui concerne le travail ouvrier, la **Ligue Communiste** aura deux problèmes fondamentaux à résoudre. Le premier consiste à trouver les mots d'ordre qui permettent de resouder la classe ouvrière en lutte et de faire sa rééducation après quarante ans de schémas stalinien sur la dualité de programmes. Cette rééducation pratique peut se faire par l'élaboration d'un **programme de transition** qui parte des revendications élémentaires de la classe pour leur donner leur dimension politique, les faire converger sur le problème du pouvoir en articulant ces revendications autour des mots d'ordre de veto et du thème de contrôle ouvrier. Par exemple, après Mai, alors que l'augmentation de la productivité et les licenciements sont au cœur de la politique patronale, le mot d'ordre de droit de veto sur les cadences, les licenciements et les fermetures d'usine, aurait tout son sens. Il implique que les ouvriers en lutte s'organisent en comités pour exercer ce veto sans prendre aucune part à la gestion de l'entreprise. Ces comités feraient, au profit de la crise du pouvoir politique et économique, du rapport de force hérité de Mai, passer dans les faits une politique contraire aux intérêts du patronat, et prépareraient par là même de nouveaux affrontements directs inévitables.

Pour répondre à la crise politique du gaullisme, refaire l'unité de lutte de la classe ouvrière, donner un sens, une orientation et une perspective aux luttes sauvages mais perlées de la classe ouvrière, l'élaboration d'un **programme de transition** se trouve dès maintenant au cœur des tâches de l'avant-garde.

Mais malheureusement, un programme n'a pas de vertu magique par la seule force du verbe. Pour en faire une réalité vivante au sein des entreprises, il ne suffit pas que ses mots d'ordres soient justes, encore faut-il des forces pour les avancer, les défendre, les faire pénétrer dans la classe. A cet égard, la faible implantation de l'avant-garde ne pose pas uniquement le problème face à la C.G.T. La C.F.D.T. peut nourrir sa phraséologie « de gauche » des thèmes du contrôle ouvrier pour harceler la C.G.T. et faire écran entre le sens que donne l'avant-garde à ces thèmes et leur application pratique.

Le développement, le renforcement de l'avant-garde sont la seule garantie nécessaire, le seul moyen réel pour armer politiquement la classe ouvrière. Les idées ne se suffisent pas, sans les forces qui les portent, elles ne sont que des bulles de savon au gré des vents réformistes. Or aujourd'hui, une frange de travailleurs combattifs s'est dégagée après Mai de l'emprise du P.C.F. Ces travailleurs ne voient pas pour autant quel groupe d'avant-garde donne dans la pratique la preuve de ses capacités à diriger réellement les luttes de la classe ouvrière.

L'état du rapport de force, encore faible entre l'avant-garde et le P.C.F., fait que nombre d'ouvriers d'avant-garde évoluent dans une frange d'incertitude entre le P.C.F. et les groupes sans pouvoir opter d'emblée, avant d'avoir fait l'expérience des luttes. La **Ligue Communiste** doit donc se doter de structures de pénétration dans la classe, permettant de polariser ces éléments sans leur imposer une adhésion formelle sur l'ensemble de son programme. C'est le rôle des structures « **Taupe Rouge** » qui se multiplient dans le midi, et associent, sous le contrôle politique de la Ligue, des militants ouvriers à ses activités sans pour autant leur demander d'adopter l'ensemble de ses positions (voir « Rouge » n° 11). Aujourd'hui, multiplier ces « Taupes Rouges » qui établissent envers le P.C.F. un rapport de force politique à l'échelle d'une unité politique (usine, branche, banlieue, ville de province, quartier) est une des premières tâches pour le développement de l'implantation ouvrière et le moyen nécessaire à l'élaboration et l'approfondissement programmatique.

Pour réaliser cette tâche, la **Ligue Communiste** doit y subordonner l'ensemble de ses activités et jouer pleinement son rôle, notamment dans le milieu étudiant qui demeure disponible et mobilisable.

Les huit dernières années, maillon le plus faible de l'emprise stalinienne, devenant un réel mouvement de masse, le mouvement étudiant, vu la faiblesse des groupes d'avant-gardes en constitution, a joué un rôle de substitut d'avant-garde sous diverses formes. En période de latence des luttes ouvrières, en 63-65, le

mouvement étudiant s'est érigé en mauvaise conscience du mouvement ouvrier, opposant son élaboration programmatique propre (Manifeste de l'UNEF) à l'immobilisme des directions stalinienne. Avec la remontée des luttes ouvrières (Le Mans, Caen, la Rhodia), le mouvement étudiant, par le biais de l'intersyndicalisme sur les thèmes de jonction (Sécurité sociale, formation professionnelle, emploi) se transforme en groupe de pression sur le mouvement ouvrier (manifs du 17 mai). La marge de manœuvre était faible et le mouvement étudiant ne pouvait s'éterniser dans ce rôle à moins de s'y installer en devenant l'une des composantes soumises des forces « démocratiques ». Pendant toute cette période, les groupes d'avant-garde issus de l'U.E.C. se développent dans le mouvement étudiant, mais le mouvement étudiant continue à se couler dans les structures syndicales unitaires, hérités du corporatisme étudiant. Il y trouve l'enseignement nécessaire pour jouer son rôle vis-à-vis du mouvement ouvrier.

Le 22 Mars marque un brusque saut. Le mouvement étudiant, sous l'impulsion des militants d'avant-garde prend le risque de l'initiative. Il ne se coule plus dans les moules pré-établis de l'UNEF, ces groupes d'avant-garde passent au premier plan et structurent le mouvement dans des organes de lutte 22 Mars, C.A. de base, qui réunissent ses pratiques politiques (anticapitalistes, anti-impérialistes, antibureaucratiques) jusque là éclatées. Ainsi par ses formes de luttes essentiellement, le mouvement étudiant peut jouer son rôle d'avant-garde tactique, être un détonateur et un accélérateur de la lutte des classes.

Aujourd'hui, les formes de luttes ne suffisent plus, pour que les luttes étudiantes aient un sens pour la classe ouvrière, elles devront porter un contenu programmatique alternatif à l'orientation du P.C.F. Mais ce contenu ne peut émerger du mouvement étudiant lui-même. Il ne peut venir que des avant-gardes qui déterminent les initiatives politiques tactiques à partir d'une compréhension globale de la lutte des classes et de la conjoncture politique. Ainsi dès maintenant, le mouvement étudiant dans son rôle d'avant-garde tactique, de substitut, doit s'effacer derrière les avant-gardes stratégiques en remaniement.

Il en résulte un bouleversement des structures de lutte du mouvement étudiant qui permet de comprendre la crise chronique de l'UNEF et les difficultés des C.A. Seuls les structures contrôlées par les groupes d'avant-garde (Cercles Rouges) peuvent avoir une réelle permanence politique. Les structures de mobilisation du mouvement (C.A., A.G.E.) ne peuvent avoir qu'un rôle sporadique, intermittent, lié à des objectifs et à des échéances de lutte précis. Enfin, les structures de lutte du milieu (comités de grève, comités d'occupation) n'ont de rôle que conjoncturel.

Implanter la « trame » d'avant-garde qui puisse combattre les idéologies révolutionnaires et réformistes nés de la retombée du mouvement étudiant, définir au mouvement des objectifs tactiques à partir de l'analyse politique d'ensemble, réunifier ses structures de mobilisation, telles sont dans l'immédiat les tâches prioritaires de la **Ligue Communiste**. Elles doivent lui permettre de n'être pas un groupuscule étudiant parmi d'autres mais une organisation révolutionnaire intervenant dans le milieu étudiant à partir de la compréhension des intérêts historiques du prolétariat. (Ces tâches seront détaillées dans le prochain numéro de « Rouge »).

Ainsi, par le rapport à la crise du gaullisme, à la social-démocratisation du P.C.F., et aux nécessités principales de l'intervention, se trouve située la place de la **Ligue Communiste**. Mais, de même que le rapport de force avec le P.C.F. ne peut être conçu comme l'addition des militants respectifs, mais comme un rapport de force politique national, de même la lutte contre l'impérialisme et le stalinisme ne peut être l'addition des forces qui surgissent au hasard des fronts, et dégagent empiriquement leur ligne. La lutte contre l'impérialisme doit être internationale, la lutte contre le stalinisme, si elle est internationale doit également accélérer le regroupement, l'élaboration programmatique, des nouvelles avant-garde et préciser leur insertion stratégique. C'est dans ce but que le premier Congrès de la **Ligue Communiste** a voté son rattachement à la **IV^e Internationale**.

vient de paraître...

La Quatrième Internationale

par Pierre Frank

COLLECTION
« TEXTES A L'APPUI »

Editions Maspero

Prix : 8,70 F

la ligue et l'internationale



I LA PORTEE INTERNATIONALE DU STALINISME ET LE RETOUR A L'INTERNATIONALISME

1) Le stalinisme n'est pas un simple avatar du mouvement ouvrier enclos dans les limites de ses organisations. Il signifie la castration organisée du mouvement ouvrier international à une époque où la bourgeoisie, ayant épuisé ses tâches historiques, se survit, et où seul le prolétariat peut dépasser les contradictions du système capitaliste mondial. La faillite des directions ouvrières dévoyées par le stalinisme et investies des dépouilles prestigieuses d'Octobre, détermine donc non seulement les difficultés propres au mouvement ouvrier, mais encore l'ensemble de la vie politique : la marge de manœuvre inespérée où la bourgeoisie puise de nouvelles ressources ; l'absence de perspectives révolutionnaires qui redonne vigueur aux idéologies réformistes et anarchistes.

2) Ce gigantesque avortement du mouvement ouvrier international, ponctué pendant quarante années de douleurs et de soubresauts, conditionne à l'échelle nationale et internationale le déroulement des luttes révolutionnaires, le nouvel essor de la révolution mondiale, les difficultés qu'ont les nouvelles avant-gardes à renouer les fils, qui par-delà le stalinisme, les relient à l'opposition de gauche et au marxisme révolutionnaire. Sur le plan national elles doivent reprendre pied dans une classe ouvrière organisée et modelée par le stalinisme. Sur le plan international elles doivent jeter bas la caricature d'internationalisme dont s'est paré le stalinisme, dressant autour des défunts d'Octobre et au service de la bureaucratie soviétique une garde d'honneur de bureaucraties ouvrières trop heureuses de trouver dans la défense de la patrie du socialisme un alibi à leurs propres capitulations.

3) Le stalinisme a chancelé au niveau où il trouvait sa cohésion, au niveau international. Incapable d'endiguer plus longtemps la poussée de la révolution mondiale il a dû subir successivement les révolutions yougoslave, chinoise et cubaine, et l'essor de la révolution coloniale dans son ensemble. Dans ce processus international, la révolution vietnamienne représente un fléau à partir duquel le rapport de force bascule définitivement.

Toute une génération de militants est née sous le signe de cette révolution victorieuse faisant la preuve pratique de la possibilité de lutter. Reconnaisante envers cette révolution qui lui donnait espoir, cette génération, plus ou moins confusément, plus ou moins consciemment, s'est consacrée au soutien politique à la révolution vietnamienne, faisant là l'apprentissage d'une solidarité internationale où germait la conscience internationaliste.

4) A cet internationalisme de fait, par son exemple combattant, par son mot d'ordre pour la création de plusieurs Viet-Nam, le Che a apporté un début de dimension stratégique. Ainsi le stalinisme trébuche-t-il par où il avait triomphé. Ayant nié toute stratégie internationale au profit de la défense inconditionnelle et prioritaire de l'URSS, ayant substitué à l'internationalisme prolétarien une vague charité humanitaire et parfois intéressée envers les nations martyres, miné par ses contradictions, il a fini par abandonner les tâches les plus élémentaires de solidarité internationale dont ont pu se saisir les quelques militants internationalistes ayant politiquement survécu au laminage stalinien. Ils ont fait des luttes anti-impérialistes le creuset où se sont formées les nouvelles avant-gardes à l'échelle internationale.

5) Aujourd'hui plus que jamais la menée de ces luttes, la redécouverte pratique, théorique et organisationnelle de l'internationalisme prolétarien est la tâche première des militants d'avant-garde. Dans la lutte contre l'impérialisme elle permet le déploiement d'une stratégie embryonnaire d'attaque sur plusieurs fronts, l'utilisation sans cesse plus consciente et plus efficace de l'interdépendance des fronts de luttes qui affaiblissent toujours davantage l'impérialisme. Dans la lutte contre le stalinisme, elles font pâlir son prestige usurpé à mesure qu'elles ravivent les couleurs de l'internationalisme, elles ruinent le statu-quo international dont il se nourrit, elles favorisent le développement de luttes révolutionnaires dans les Etats ouvriers dégénérés ou déformés eux-mêmes. Dans la lutte contre l'impérialisme et le stalinisme, qui ont tissé de façon complémentaire une chaîne internationale d'intégration et de muselage politique, elles permettent l'émergence sur le point le plus faible de cette chaîne, celui de l'anti-impérialisme et de l'internationalisme, de nouvelles avant-gardes jeunes et combattives qui menacent leur avenir.

6) Aujourd'hui il importe de considérer cette percée par des luttes anti-impérialistes, non comme une première brèche tactique mais comme un point décisif pour l'avenir des luttes révolutionnaires. A l'époque de l'effondrement de l'impérialisme et de l'effritement du stalinisme, à l'époque de la première poussée révolutionnaire généralisée à l'échelle mondiale, le problème d'une stratégie internationale développant la théorie de la révolution permanente est à l'ordre du jour. Pratiquement, le problème du soutien accru à la révolution coloniale (Vietnam, Palestine, Bolivie), de l'intensification des luttes antibureaucratiques (Pologne, Tchéco), et des développements des luttes anti-capitalistes (France), se trouve posé. Stratégiquement, le problème de la construction d'une internationale révolutionnaire implantée dans les masses devient une urgence. La réponse à ces problèmes signifierait la ruine définitive du stalinisme.

C'est dans ce contexte international que s'inscrit la création de la Ligue Communiste.

II LE VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT

1) Marxisme contre stalinisme.

Le stalinisme et le marxisme révolutionnaire ont ainsi agi pendant de longues années sur le mouvement ouvrier à la façon des deux pôles d'un aimant : contradictoires et pourtant complémentaires.

La faiblesse de l'un induisant la force de l'autre, il fallait bien que l'apogée stalinienne rejette dans leurs foyers les militants révolutionnaires laminés par l'escroquerie politique de Moscou.

Les autres, ceux qui voulaient lutter, devaient se battre dans les mêmes rangs que toutes les girouettes médiocres des bureaux de recrutement à la démocratie nationale véritable ou avancée. Montant la marche, ils étaient absorbés, cassés, intégrés, défigurés. Le stalinisme donnait raison aux pires, venait à bout des meilleurs.

Mais lorsque, contre le gré des planificateurs myopes de Potsdam ou de Yalta, la révolution socialiste vainquait, elle tirait dans son sillage de nouvelles générations, dénuée du scepticisme dans lequel s'étaient englués les pionniers au moral brisé.

De nouveaux militants ont ainsi surgi, forgés par l'enthousiasme des barbudos cubains, des maquisards viet-congs. Ils ont rompu avec ceux qui les cantonnaient à une gauche de « lobby », à une pratique de prostitution socialiste.

La JCR fut exclue du PCF, la JGS de la social-démocratie belge, le SDS du SPD, les JC italiennes devenaient oppositionnelles. La jeunesse révolutionnaire d'Europe, des Etats-Unis, et des Etats ouvriers faisait l'apprentissage de la politique.

Rompant avec le stalinisme ou la social-démocratie à partir de divergences le plus souvent nationales, imbuës d'une pratique internationaliste presque instinctive, il fallait pour que les avant-gardes joignent les deux bouts, qu'elles accèdent à la compréhension politique de leur propre pratique.

Rapidement le processus prit forme. D'un côté, après l'extraordinaire vitalité qu'avaient connus les mouvements étudiants italiens, allemands, scandinaves, ils sombrèrent dans toutes les variantes de l'idéologie petite bourgeoise :

Aux pays sans tradition ouvrière revenaient le spontanéisme, l'anarchisme ou le situationnisme (Flower Power (1) du Danemark, Mother's fuckers (2) des USA...); la tradition marxiste de certains pays capitalistes avancés favorisa l'apparition de thèmes anarcho-maoïste ou mao-spontanéiste ; la Révolution Culturelle symbolisant alors la fusion subtile de la « révolte anti-autoritaire » avec la Révolution prolétarienne. En France et en Italie par exemple.

De l'autre côté, les militants les plus avancés de cette nouvelle génération de révolutionnaires commençaient à faire le bilan de leur expérience, à éprouver parfois amèrement les limites décevantes de la spontanéité petite bourgeoise des « luttes anti-autoritaires ».

La nécessité d'une compréhension globale des phénomènes politiques mondiaux, qui se précisaient sur la scène, poussait à un retour en arrière.

Quarante ans de lavage de cerveaux stalinien avaient remplacé la théorie révolutionnaire par de la guimauve parlementaire.

La lecture des textes de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, faisait faire peau neuve. La jonction de cette théorie avec la pratique, l'expérience du mouvement ouvrier depuis la prise du pouvoir bureaucratique, faisaient le reste.

2) L'aube

Coïncés entre les deux pôles de l'aimant, les « nouvelles avant-gardes » européennes manifestaient à leur manière l'omniprésence du stalinisme

Encadrement de la classe ouvrière, solution politique et aboutissement de ses moindres luttes, le stalinisme de la belle époque a des rides qui deviennent des crevasses.

Certes, il charpente encore en grande partie toute la vie politique ouvrière, mais la politique révolutionnaire se réalise en dehors de lui.

(1) Pouvoir de Fleur.
(2) Baisons-Maman.

En mai, la mobilisation lui est passé à côté, lui est retombée dessus ensuite, au point même que le PC a traversé Mai sans pratiquement augmenter ses effectifs.

Présence organisée permanente dans la classe il a encore suffisamment de force pour la coller au sol dès que la lutte le déborde tant soit peu. Mais aussi et surtout absence débilite de stratégie, de ligne politique, de perspectives que les travailleurs pourraient faire leurs dans le combat contre le capitalisme, le stalinisme laisse une place vide dans la vie politique.

L'émergence des nouvelles générations révolutionnaires est la photographie de cet écart. Sur le chemin qui va de la rupture avec le stalinisme à l'organisation révolutionnaire, il ne peut y avoir que des formes de cristallisation instables et bâtardes.

La tâche des marxistes révolutionnaires est alors d'introduire le minimum de bases programmatiques pour une compréhension politique de ce qui se passe, de ce qui arrive à ces avant-gardes.

Là, les critères politiques sortent du domaine de la controverse académique, pour devenir une arme d'intervention.

Seulement ces bases ne planent pas comme autant de poussières dans l'atmosphère politique de l'extrême-gauche.

Elles ont dû être auparavant élaborées, synthétisées, systématisées, non par des individus, mais par l'expérience pratique d'une organisation.

C'est à cette organisation mondiale : la Quatrième Internationale, que la Ligue adhère aujourd'hui, revenant aux sources pour les dépasser.

III LA CONTINUITÉ HISTORIQUE

1) une internationale pour quoi faire ?

Si l'internationalisme n'est pas seulement une pétition de principe pour textes de Congrès, l'Internationale n'est pas non plus un instrument qui s'é moussent et qu'on aiguise au fil des besoins du moment.

Le Parti Mondial de la Révolution est une nécessité absolue de la compréhension marxiste de l'histoire, à l'époque de l'impérialisme.

Aujourd'hui cette nécessité a fait place à l'urgence de la construction de cette internationale.

L'effondrement du capitalisme, l'effritement du stalinisme, se rejoignent sous la forme d'une situation mondiale favorable à la Révolution, sans précédent depuis 1917.

La III^e Internationale, l'Internationale communiste, regroupa les révolutionnaires convaincus que « la nécessité de la lutte pour la dictature du prolétariat exige l'organisation unifiée, commune et internationale de tous les éléments communistes qui se placent sur ce terrain » (1^{er} Congrès de l'I.C.).

Elle opéra la rupture avec le chauvinisme, le centrisme qui avaient pu dévoyer le mouvement ouvrier pendant la guerre.

Elle réaffirma l'actualité des principes de la lutte révolutionnaire face à toutes les liquidations réformistes.

Avec la confiscation du pouvoir ouvrier par la bureaucratie stalinienne en Union Soviétique se posa de nouveau le problème de la préservation des acquis du marxisme révolutionnaire contre les révisions stalinienne :

Parti d'avant-garde contre rassemblement de masse, révolution permanente contre socialisme dans un seul pays, lutte contre la bureaucratie contre petit père des peuples, en fait marxisme contre stalinisme.

Trotsky mena cette lutte avec l'Opposition de Gauche, dans les cadres légaux de la III^e Internationale, pour en favoriser le redressement.

Mais quand la trahison devint patente, quand l'Internationale communiste avalisa la politique imbécile et criminelle du Parti Communiste Allemand, qui avait mené tout droit le prolétariat allemand à la défaite, ce n'était pas seulement la rupture théorique définitive qui était consommée ; la rupture organisationnelle devint indispensable.

La réunification internationale de tous les cadres communiste dans la lutte contre la dégénérescence stalinienne, pour la chasser des fauteuils du Kremlin, comme des tabourets des PC, était à l'ordre du jour.

De 1933 à 1939 Léon Trotsky déploya tous ses efforts pour la fondation d'une telle internationale.

Elle fut enfin proclamée à la veille de la seconde guerre mondiale.

2) La transformation de l'Internationale.

Pendant les 20 années qui suivirent, non pas « gardienne du musée » de l'orthodoxie marxiste, mais capable d'analyser les nouveaux phénomènes politiques comme la Révolution coloniale, la nature des états de démocratie populaire, les auto-réformes de la bureaucratie après le XX^e Congrès, le conflit sino-soviétique, la révolution vietnamienne, le renouveau révolutionnaire en Europe occidentale, la IV^e Internationale prépara l'organisation des nouvelles générations révolutionnaires.

Son rôle décisif dans le développement de celles-ci, dans leur structuration sur les bases du marxisme



révolutionnaire, se sanctionne aujourd'hui par l'adhésion de la Ligue à la IV^e Internationale.

Cette adhésion signifie avant tout la reconnaissance des bases programmatiques actuelles de la IV^e Internationale comme minimum indispensable non seulement à la résolution des problèmes, mais encore à leur position.

Mais elle implique aussi la volonté de se servir de ce programme pour élaborer une stratégie vérifiable par la pratique actuelle des Sections de la IV^e Internationale.

Une stratégie de construction des organisations révolutionnaires en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Une stratégie dans la lutte pour le pouvoir en Amérique Latine. Une stratégie pour la constitution d'organisations révolutionnaires dans les démocraties populaires.

La IV^e Internationale n'a pas porté les « acquis » du marxisme révolutionnaire jusqu'à nous, comme un chien trimbale sa queue.

Les fameux « acquis », sont depuis longtemps sor-

tis du frigidaire théorique où voulaient les enfermer les sectaires de tous ordres.

Ils ont été développés, enrichis, pour devenir partie intégrante de l'éducation révolutionnaire de la nouvelle génération.

La IV^e Internationale ne sera pas pour eux l'idéale maison de retraite pour joueurs de tambours, où ils cuveront en commun la certitude qu'ils ont toujours eu raison et qu'ils continueront encore longtemps.

Elle est pour eux le lien où la stratégie révolutionnaire mondiale peut être envisagée, élaborée avec ces cadres qui ont traversé le fascisme et le stalinisme, pour porter jusqu'à nous leur expérience et leur formation ; nous serons leurs héritiers et leurs compagnons.

Nous reprendrons de mille bras vigoureux ce que quelques-uns ont porté au-dessus des périodes les plus noires.

Nous en ferons une arme de victoire prochaine.

La Ligue communiste sera la section française de la IV^e Internationale.

diffusons massivement les "cahiers rouges"

La propagande communiste est l'une des tâches fondamentales de l'heure. Pour s'acquitter de cette tâche, « Rouge » seul ne peut suffire. Il faut prendre le temps et la place d'approfondir certains problèmes décisifs pour la compréhension des luttes de classe en France et dans le monde. A cette fin, « Rouge » publie les « Cahiers Rouges », brochures de formation et d'action communistes.

Sont parus à ce jour :

- Eléments de théorie économique marxiste. 40 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 1.
- Contradictions capitalistes et crise monétaire. 40 pages. 1 F. - Document Rouge -.
- La médecine confisquée. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 2.
- De la bureaucratie. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 3.
- Kuron et Modzelewski : lettre ouverte au parti ouvrier polonais. 80 pages. 3 F. - Cahier Rouge - n° 4.
- L'intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ? 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 5.

Sous presse :

● Construire le parti, construire l'Internationale I. Théorie et système d'organisation. Principales contributions aux débats préparatoires au Congrès de fondation de la Ligue Communiste. 80 pages. 3 F. - Cahier Rouge - n° 6.

● Construire le parti, construire l'Internationale II. De l'Internationalisme à l'Internationale. Principales contributions aux débats préparatoires au Congrès de fondation de la Ligue Communiste. 80 pages. 3 F. - Cahier Rouge - n° 7.

En préparation :

● Construire le parti, construire l'Internationale III. Dialectique des secteurs d'intervention. Principales contributions aux débats préparatoires au Congrès de fondation de la Ligue Communiste. 80 pages. 3 F. - Cahier Rouge - n° 8.

A paraître :

- La crise du Moyen-Orient.
- Qu'est-ce que le contrôle ouvrier ?

italie : vers l'explosion

La violence des événements survenus le 9 avril à Battipaglia, l'ampleur des remous qu'ils ont suscités au sein de la société italienne sont significatives de la profondeur de la crise qui couve — qui « rampe » disent les Italiens — depuis plus d'un an.

Aux luttes étudiantes — commencées en janvier 68 et d'autant plus importantes qu'elles étaient menées par un mouvement de masse puissant qui se renforçait encore en les développant — succédaient des explosions de colère ouvrière, témoins non ambigus de la radicalisation de la classe ouvrière, qui n'étaient pas sans rappeler celles qui au Mans et à Mulhouse avaient précédé, annoncé, préparé le Mai français. Il ne fait pas de doute que la situation politique italienne constitue l'un des nœuds essentiels de la montée révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés aujourd'hui.

Les militants révolutionnaires doivent posséder les principaux éléments de l'évolution politique et économique récente de l'Italie afin de pouvoir faire le point sur la situation actuelle et de comprendre les perspectives et les tâches que les marxistes révolutionnaires italiens peuvent se fixer.

UNE CRISE EN PROFONDEUR

L'exceptionnelle ampleur de la crise italienne résulte du cumul et de la combinaison des éléments suivants :

- impact des tensions internationales ;
- profonde décrépitude du système italien ;
- irruption des nouvelles tensions sociales et de conflits à tous les niveaux ;
- déclin de la bureaucratie traditionnelle.

Durant les quelques trois mois qui viennent de s'écouler, nombre de pressions, tensions et explosions ont continué à se développer à des niveaux variés. Cependant, cette tendance n'a pu atteindre une expression politique générale. D'une part les appareils des partis traditionnels sont dans l'incapacité la plus totale d'élaborer, de fournir cette expression politique parce que toute solution émanant d'eux est — par définition — incompatible avec toute montée des luttes. D'autre part, la gauche révolutionnaire ne peut donner de forme politique compréhensible à la lutte, du fait de ses forces limitées, de son manque de coordination, de sa fragmentation. Il devient de plus en plus clair pour davantage de militants que la principale lacune, lors d'une crise pré-révolutionnaire ou révolutionnaire en Italie, est l'absence d'une direction politique unifiée. Tandis qu'émergent avec difficulté des vagues successives de grèves ouvrières et de manifestations étudiantes, les diverses tendances de la bourgeoisie se précisent peu à peu. La réalité, la bourgeoisie ne s'est nullement remise du dernier assaut ; elle ne survit pour le moment qu'en développant simultanément deux politiques : une de réforme, une de répression.

Au total, depuis la fin de 1968, la mobilisation de la classe ouvrière a atteint un niveau « d'une ampleur sans précédent » depuis 1947-1948. Tous les secteurs industriels, toutes les couches du prolétariat, diverses catégories d'employés (dont de nombreux fonctionnaires, des milliers de travailleurs agricoles), ont été partie prenante de la vague de fond.

Sauf là où, localement, la mobilisation de la base a débordé les directions syndicales, les luttes de l'Automne 1968 n'ont guère porté de fruits. Les deux principaux problèmes sociaux italiens restent à l'ordre du jour :

- refonte totale du système des pensions et retraites ;
- suppression des abattements de zones pour les salaires de l'industrie privée (qui regroupe la grande majorité des ouvriers italiens).

Or il est certain que la marge de manœuvre économique de la bourgeoisie italienne est bien faible, du fait, avant tout autre, de la concurrence internationale. Comme

plusieurs de ses sœurs de classe, la bourgeoisie en Italie se trouve confrontée au choix crucial suivant :

— **Economiquement**, pour ne pas voir diminuer ses profits, elle ne **peut pas** faire de concession.

— **Politiquement**, pour que la chaudière n'éclate pas, elle **doit** en faire. D'où la précarité de l'existence du gouvernement de centre-gauche !

Mais, ce qui donne à l'Italie, en ce moment, son caractère de poudrière, c'est que dans la situation présente, il n'est nullement certain que des concessions pourraient démobiliser ou ralentir le mouvement. Que des manœuvres réformistes n'aient que peu de chances du côté des étudiants, cela est clair ! Mais dans un contexte de conflits sociaux intenses, d'énorme tension politique, la satisfaction de certaines revendications n'aboutiront pas automatiquement à un relâchement parmi les travailleurs, ni à une résorption de leur combativité, mais au contraire une telle victoire pourrait renforcer leur confiance en eux-mêmes, leur conviction que seule la lutte, les nouvelles méthodes de combat, paieront.

Ceci est et sera d'autant plus primordial que le bord opposé de l'éventail politique n'est pas inerte. La désintégration du corps politique dirigeant laisse place à la manifestation de couches ultra-réactionnaires qui prétendent, plus ou moins liées à certains milieux policiers, « compenser la défaillance de l'Etat ». On ne peut sans doute pas parler correctement de mouvements « fascistes » mais, par exemple, la manifestation de soit-disants « parents d'élèves » organisée à Rome par le quotidien « Il Tempo » montre bien la disponibilité de certains secteurs de la petite bourgeoisie. Si la droite, aujourd'hui, engageait une épreuve de force, elle serait probablement défaite, mais alors qu'elle avait été longtemps dans l'impossibilité de s'exprimer publiquement, elle peut, à l'heure actuelle organiser des manifestations de rue et affronter ce mouvement étudiant.

Pour achever ce nécessaire tour d'horizon, il faut prendre en considération l'idée de plus en plus répandue dans la société italienne, même si elle ne doit pas se concrétiser dans les prochains jours, celle de la participation du Parti Communiste au gouvernement. Les obstacles qui demeurent à cette participation sont évidents :

— Le P.C.I. au pouvoir serait amené, pour conserver ses liens avec les masses, à leur accorder plus que la bourgeoisie n'est prête à consentir ;

— Le problème de l'O.T.A.N., au sujet duquel la bourgeoisie n'est prête à rien céder.

Finalement le bilan depuis 1960 peut, schématiquement s'établir suivant les axes suivants :

— renversement de la tendance à la stagnation, à la passivité (conduisant à toutes les « théories » sur l'échec de la classe ouvrière comme force révolutionnaire) et bouleversement complet du panorama politique italien déjà secoué par le mouvement étudiant.

— confirmation de la tendance de perte progressive de contrôle sur les masses par les directions bureaucratiques ;

— résultante des précédents : possibilité croissante chaque jour d'éclatement de « grèves sauvages », d'explosions, de Battipaglia...

BATTIPAGLIA

Il faut, au contexte général décrit ci-dessus, ajouter le problème du « Mezzogiorno » — Le Midi Italien — dont les événements de Battipaglia soulignent l'acuité ! Traditionnellement, c'est-à-dire en gros jusqu'au milieu du XX^e siècle, le Mezzogiorno restait la partie agricole, arriérée, de l'Italie, oubliée, ou exploitée par le Nord urbain et industriel. Tous les gouvernements italiens ont été, sont et seront encore confrontés à ce problème de la modernisation du Sud, qui, on le voit actuellement, ne va pas sans problème d'« adaptation au monde moderne ».

Le sud de l'Italie concentre peut-être le maximum de contradictions d'une région agricole arriérée au sein d'un capitalisme avancé mais en crise sur le plan international.

Malgré les efforts et les progrès, le revenu par tête ne dépasse pas les deux tiers de la moyenne nationale. Comme beaucoup de manifestants français d'avant Mai 68, ceux de Battipaglia, s'ils ne sont plus des paysans à proprement parler, n'en sont pas pour autant des prolétaires industriels dotés de traditions et d'instruments de combat. Ce qui explique, au moins en partie, la violence de leur intervention. Intervention provoquée par le caractère dramatique de leur situation. La modernisation n'est pas bénéfique, à tout moment, pour chacun. Au centre d'une région transformée par la réforme agraire, Battipaglia a vu sa population doublée dans les 20 dernières années. L'implantation d'industries de transformation de produits agricoles, la nouvelle répartition des espaces cultivés ont posé le problème des débouchés et de l'emploi. Les licenciements et le chômage progressif ont fini par atteindre 3.000 personnes, soit 10 % de la population totale de Battipaglia.

C'est donc dans un climat social chargé que trois centrales syndicales appelèrent à manifester, mercredi 9 avril, pour protester contre la fermeture d'une manufacture de tabac et d'une raffinerie de sucre. La mobilisation fut un succès, plus de 10.000 personnes concédèrent la presse bourgeoise — ouvriers, ouvriers agricoles, manœuvres, lycéens et étudiants — La détermination des manifestants dès la première charge de police, le matin, amena les Grimaud et Marcellin locaux à parler de complot soigneusement ourdi, de machination diabolique, de début de lutte armée, de provocations, etc. Soulignons les éléments principaux à retenir de cette explosion :

1) Le caractère circonstanciel de sa soudaineté et de sa violence ; la brutalité de la police étant probablement déterminante, catalysant toutes les colères rentrées et donnant aux manifestants un objectif précis même si éphémère.

2) L'immobilisme, l'impuissance du gouvernement qui ne peut que promettre la survie (pour combien de temps ?) de la manufacture et de la raffinerie !

3) Réformistes contre « gauchistes ».

Que les premiers aient été pris de court par la situation « sauvage » fussent les

directions du P.C.I. et de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) ne surprendra pas outre mesure. Mais il ne faudrait pas croire, parce que l'air est un peu moins irrespirable au P.C.I. qu'au P.C.F., parce qu'il existe réellement en Italie des « intellectuels communistes », que le P.C.I. mènera une politique moins rétrograde que le P.C.F. en Mai ou depuis. Le P.C.I., ou plutôt sa très grande majorité, a réaffirmé lors de son récent congrès de Bologne, que la « voie parlementaire au socialisme » était bien la seule possible. Autant que le P.C.F., le P.C.I. se montrera un « grand parti d'ordre et de progrès, responsable et opposé à toute aventure ». Il aura à faire preuve d'autant plus de démagogie pour ne pas être trop visiblement débordé... cela ne lui coûtera donc pas trop d'effort original, il a l'habitude !

Le cas de la gauche révolutionnaire italienne a déjà été évoqué plus haut mais il faut y revenir à propos de ce cas concret. Elle ne s'exprime actuellement que sous la forme d'une « opposition extraparlamentaire » composée pour l'essentiel de groupes locaux dont l'idéologie communément qualifiée de « pro-chinoise » est d'une diversité, d'une confusion incroyables.

Et si les militants qui, à Rome, à Florence, à Venise, à Trieste et surtout à Milan, ont affronté les forces de police ne manquent pas de courage, il n'est pas évident pour tout le monde, qu'ils pensent seulement à poser politiquement les problèmes et à se donner les moyens de dépasser l'activisme ponctuel, quotidien, débouchant, en apparence au moins, sur des perspectives à aussi court terme que les défilés et les grèves générales de 3 heures suivies par 12 millions de travailleurs qui gardent leur confiance aux trois grandes centrales, faute de mieux.

Le mot d'ordre, répandu, mais peu clair dans la plupart des cas, de « pouvoir ouvrier », n'est, en tous cas, pas du tout incompatible avec le développement encore trop lent d'une avant-garde marxiste-révolutionnaire **organisée** dont la première tâche est d'offrir au mouvement étudiant, aux éléments politiquement les plus avancés de la classe ouvrière des perspectives claires, des mots d'ordre appropriés, un pôle constitué nationalement de regroupement afin de pouvoir construire l'alternative révolutionnaire au pouvoir bourgeois décadent et au réformisme complice, afin que la prochaine « étincelle puisse mettre le feu à toute la plaine ».

35 F

prix spécial de souscription

pour les lecteurs de Rouge qui renverront le bulletin ci-après avant le 5 mai.

Léon Trotsky



1905

suivi de BILAN ET PERSPECTIVES

un volume 13,5 x 22 de 480 pages, avec un index des noms cités, relié pleine toile

Bulletin à adresser aux Éditions de Minuit 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6^e - 222.37.94 M

adresse

souscrit à ex. de 1905, de Léon Trotsky. Ci-joint le versement correspondant (ajouter, le cas échéant, 3,50 F pour le port).

date et signature

bas les pattes devant hugo blanco !



La colonie pénitencière du Fronton.

les militants révolutionnaires péruviens en danger de mort !

Ces derniers jours des nouvelles alarmantes parviennent du Pérou. La Junte militaire du Général Velasco, qui a renversé le 3 octobre 1968 le gouvernement de Belaunde Terry, menace encore plus gravement que son prédécesseur la vie de **Hugo Blanco** et des autres prisonniers politiques, au premier rang desquels **Hector Bejar** (ELN, Armée de Libération Nationale) et **Ricardo Gadea** (MIR, Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Tous les prisonniers politiques sont actuellement transférés depuis les prisons de Lima où ils demeuraient encore sous la relative protection de l'opinion publique et où ils pouvaient recevoir des visites, vers un lieu de détention perdu dans les régions insalubres de l'Est du pays, le tristement célèbre camp de concentration de Sepa où

les détenus politiques sont isolés par groupe de deux ou même seuls, au milieu d'unités de détention comprenant de dangereux droits communs. C'est dans ces conditions de détention très pénibles que les prisonniers meurent ordinairement par « accident », accidents provoqués par des détenus de droit commun vénaux que les militaires peuvent soudoyer pour l'équivalent de quelques dollars.

Fait prisonnier le 31 mai 1963, torturé, gardé au secret, détenu sans procès durant 3 ans et 4 mois, Hugo Blanco passa en jugement à Tacna en septembre 1966 au cours d'un procès retentissant que la réaction oligarchique et la bourgeoisie avaient pourtant voulu discret. Le Conseil de guerre de la 3^e zone de police judiciaire, d'accusateur et juge sentencieux du mouvement paysan se retrouva dénoncé et accusé, et avec lui tout le régime de misère et d'exploitation dominant le Pérou. La mascarade de procès, minutieusement préparée par les militaires, vola en éclat devant l'attitude offensive des leaders paysans, de leurs avocats et de la mobilisation de masse au Pérou, en même temps que la campagne internationale de solidarité contribuait de façon décisive à arrêter le bras des bourreaux. Blanco, accusé d'« homicide, sédition et atteinte à la propriété privée », souligna violemment durant le procès que :

« Ceux qui prêtent leur bras mercenaire aux grands propriétaires assassins n'ont aucun droit à se faire les juges de la paysannerie, de même que ceux qui vendent leur pays pour quelques galons dorés ne peuvent se faire les juges de ceux qui combattent pour la souveraineté nationale »...

Finalement, alors que les militaires voulaient sa tête, il fut condamné à 25 ans de détention. Son bras droit, **Pedro Candela**, fut condamné à 22 ans de la même peine. Les 27 paysans qui l'avaient suivi jusqu'au bout se voyaient infliger des peines s'échelonnant de 2 à 5 ans.

Or, le Conseil Suprême de Justice Militaire, insatisfait du résultat du procès, imposé par le rapport de force qui avait été constitué, fit lui-même appel et, chose incroyable, demanda une révision du procès. C'est donc après un an passé au pénitencier de l'île du Fronton, en compagnie de huit paysans de son groupe, qu'un nouveau procès lui est intenté.

Le 10 octobre 1967 c'est bien évidemment la peine capitale qui est demandée contre lui.

En 1957, deux ans avant le triomphe de la révolution cubaine, Hugo Blanco commence son travail dans les Andes péruviennes. Rentré dans son pays après avoir fait ses études d'ingénieur agronome en Argentine, il a tôt fait de rejoindre les paysans de la Sierra. Jusqu'à cette époque, toutes les tentatives des partis de gauche pour se lier aux Indiens et les faire participer à la lutte révolutionnaire, avaient échoué.

Hector Bejar, commandant de l'E.L.N., explique que :

« L'ensemble de la gauche ne s'intégrait pas complètement à la lutte paysanne. Elle orientait les organisations « d'en haut », conseillait les syndicats, envoyait des organisateurs faire des stages à la campagne, mais ne dirigeait pas « de l'intérieur ». (Les **guérillas péruviennes de 1965**, p. 40. Maspéro éditeur.)

Cette condescendance, ce paternalisme vis-à-vis de la paysannerie, qui consistait en fait en une carence totale du travail chez les paysans, était due à la sous-estimation pratique de l'importance de la paysannerie pauvre dans la révolution péruvienne et aussi à l'absence d'une conception un tant soit peu audacieuse et créatrice pour se faire entendre de ces « indiens arriérés » qui ne comprenaient pas quand on leur parlait de Marx, Lénine, ou d'autres... des mots aussi étranges pour eux que l'avaient été auparavant les mots de « Patrie », « Drapeau » qu'on s'était essayé à leur inculquer.

Cette différence de niveau culturel, de langage, de manière d'aborder les problèmes sociaux et politiques est illustrée par cet épisode du procès fait à Lima, ce 9 février 1969, à cinquante-huit paysans accusés d'avoir aidé les guérillas de 65.

Cirilo Campos, pour lequel le procureur demande une peine de 20 ans, est illettré. Il affirme ne pas savoir ce que signifie « patrie », « sécurité de l'Etat », « extrémistes » et « guerrilleros »... Quand le président du tribunal lui demande quel est le concept de « guerrillero », il questionne à son tour : « Qu'est-ce qu'un concept ? »...

A la réunion tenue à Buenos Aires en octobre 66 les chefs de l'impérialisme américain et l'état-major de l'axe brésilo-argentin avaient systématisé leur conception d'élimination sélective, la tête de Blanco devait tomber. Par ailleurs, Blanco, en tant que symbole de la révolte paysanne et de la réforme agraire radicale se trouvait être l'objet du chantage que se faisaient le gouvernement péruvien et ses adversaires politiques bourgeois : la coalition des partis APRA-UNO. Si le président Belaunde Terry ne poussait pas à l'exécution de Blanco, ses ennemis le taxeraient publiquement de « pro-communiste ». Si par contre, il accédait à la demande du procureur, l'oligarchie péruvienne pouvait s'attendre à un mouvement de protestation très ample dans tout le pays et aussi à l'étranger. Déjà les sept paysans condamnés avec Blanco demandaient à être fusillés avec lui si la peine de mort était prononcée.

Depuis la prison du Sexto, **Ricardo Gadea**, dirigeant du MIR, organisation animatrice de plusieurs des fronts de guérilla des années 64-65, et quatre de ses camarades, proclamaient leur volonté de mourir avec lui. A ce nouveau procès il n'est plus question de laisser à Blanco le loisir de mettre en accusation le régime, son avocat parlera pour lui et durant un temps limité. Encore une fois la campagne internationale de solidarité fait reculer le gouvernement péruvien, la peine de 25 ans de prison qui se trouve confirmée à l'issue de ce court procès est saluée comme une victoire du mouvement révolutionnaire. En effet, d'après la procédure, si la cour avait opté pour la peine capitale, aucun appel n'aurait été possible et l'exécution aurait eu lieu dans les 24 heures.

Pourtant, durant toute la durée de sa détention, les provocations avec menaces de mort se sont succédées ; une fois c'était une bagarre entre détenus à côté de Blanco qui failli voir les gardiens tirer au jugé... sur Blanco, une autre fois c'était le directeur du bague du Fronton lui déclarant de vive voix qu'une mutinerie étant en cours d'organisation, Blanco serait tenu pour responsable et abattu aux premiers symptômes de révolte, plus récemment ce fut le fait que les militaires qui lui vouent une mortelle haine se cotisèrent pour réunir une coquette somme destinée à organiser un « regrettable accident ».

Aujourd'hui, loin de la mobilisation de la gauche à Lima, on l'éloigne dans un endroit où il ne sera plus question de visites, de courrier, de soins médicaux. C'est l'ultime étape dans les tentatives d'élimination, si elle n'est pas contrecarrée à temps, pour Hugo Blanco c'est la mort certaine.

Blanco, lui, comprit dès son arrivée parmi les paysans qu'il fallait vivre avec eux, s'intégrer complètement au milieu qu'il avait choisi pour sa future action politique, il adoptait par là un comportement politique analogue à celui de Parti Populaire Révolutionnaire du Vietnam du Sud, animateur et dirigeant du F.N.L., vis-à-vis des paysans des hauts plateaux du Centre-Vietnam.

D'où venait donc ce militant ? Quelle expérience avait-il déjà ? Quel travail va-t-il développer ?

Hugo Blanco est né au Cuzco, en 1935, dans l'ancienne capitale de l'empire inca, épicentre de la région paysanne quechua la plus peuplée. Il passe son enfance dans cette ville comme bon nombre d'enfants de paysans venus s'installer en ville pour y travailler comme petits commerçants ou petits artisans. A peine commencé ses études, il est obligé de partir, comme d'autres Péruviens, en Argentine, car la répression politique sous le régime du général Odría se fait tout particulièrement sentir dans les universités. Obligé de travailler comme ouvrier à Buenos-Aires tout en poursuivant ses études, il acquiert une solide formation syndicale au contact des noyaux trotskistes argentins ; il devient même dirigeant syndical dans son usine d'emballage de viande (propriété U.S...) la « Gremio del Carne ». L'attention fixée sur les luttes de classe de son pays, il possède déjà une certaine formation politique quand il rentre, au moment où les luttes ouvrières prennent un nouvel essor. Il fonde une section syndicale là où il travaille et milite, mais, bientôt, il se tourne de façon décisive vers le travail chez les paysans. Il participe pourtant à l'organisation des manifestations monstres qui saluèrent l'arrivée de Nixon à Lima en 1958 et son retour dans la région de Cuzco est accéléré par la répression qui suit ces démonstrations.

Hugo Blanco maîtrise parfaitement le quechua, la langue des Indiens, et cette connaissance sera pour lui un atout considérable pour gagner la confiance des paysans de la haute vallée du Cuzco. Dès le courant de l'année 1958, un an après avoir commencé son travail d'organisation des syndicats paysans, il dirige la première grève paysanne victorieuse dans la vallée de la Convencion, il a alors 23 ans. Cette zone est caractérisée par une intense activité agricole (café, cacao, thé), la force de travail du paysan

s'y vendait à un prix dérisoire. Les grands propriétaires, les « gamonales », y maintenaient des conditions inhumaines de travail. Blanco part donc dans les vallées de la Convencion, Lares et Laco et c'est en partie sous son initiative que se constituent très rapidement 140 syndicats agricoles qui vont devenir progressivement, au cours de la lutte, une arme efficace contre les propriétaires. Dans cette région perdue au milieu des Andes, où la justice, même bourgeoise, est lettre morte, où les puissants propriétaires parasites règnent depuis toujours par la terreur, les possibilités d'un changement octroyé, venant de l'extérieur, étaient inimaginables. Blanco comprend qu'il faut défier les « gamonales » sur leur propre terrain, sur le terrain de leur propriété. Cette tâche qui avait jusqu'alors échoué par manque de perspectives politiques et faiblesse d'organisation, Blanco la réussira pourtant. Il se distingue par ses qualités d'organisateur et par la limpidité de ses objectifs : pour réaliser cette réforme agraire dont tout le monde parle à tort et à travers, il préconise l'occupation des terres et l'appropriation de celles-ci par les paysans qui les travaillent, il préconise la confiscation des terres peu, pas ou mal cultivées et leur distribution...

Hugo Blanco déclarera au procès de Tacna :

« Vu l'incapacité des gouvernants, j'ai décrété la Réforme Agraire et je l'ai fait appliquer par les syndicats paysans. »

Il élabore et met en pratique sa conception du **double pouvoir**, c'est-à-dire le fait que « le syndicat paysan se transforme peu à peu en un véritable organisme de pouvoir », donc un **pouvoir des syndicats paysans** (avec ses instruments... de pouvoir) animés et dirigés par le parti (celui de Hugo Blanco est le F.I.R. : Front de la Gauche Révolutionnaire) qui se fixe pour tâche, quant à lui, l'organisation des masses pour la destruction de fond en comble du **pouvoir « légal »**.

Les syndicats gagnaient en force, en autorité, en audace, les occupations de terre dans ces riches vallées s'accomplissaient à un rythme accéléré. Blanco, à la tête de sa Brigade de Défense « Remigio Huaman » (du nom du paysan assassiné) élue lors d'une importante assemblée des syndicats paysans, allait de vallée

en vallée, défendant les paysans contre l'arbitraire des patrons. Ceux-ci, alarmés, appelaient à leur secours la police et l'armée en plus de la garde civile. Il fallait endiguer le raz-de-marée d'occupation de terres — il y en eut plus de 300 dans cette seule région, de 1961 à 1963. La mobilisation, à son apogée, engloba autour de 300.000 paysans sous le mot d'ordre « Tierra o Muerte », (la terre ou la mort), un mot d'ordre qui allait faire le tour du pays et même du continent. La répression fut à la mesure de cet immense mouvement. Les engagements entre les forces armées et les paysans furent vite très nombreux et très sanglants. C'est par centaines que l'on put compter les tués, 200 dirigeants syndicaux furent détenus et plusieurs centaines de paysans capturés et emprisonnés. Il avait fallu agir au plus vite pour empêcher que le mouvement s'étende jusqu'aux régions voisines.

Un jour, le secrétaire d'un syndicat paysan avait porté plainte devant la fédération des syndicats, à Chaupimayo, pour les abus commis sur sa personne et sa famille, ainsi que pour l'assassinat d'un adolescent, par le « gamonal » Paullo. Au nom de la Fédération des syndicats, Blanco s'appretait à châtier de manière exemplaire le meurtrier, mais la police, appelée à la rescousse par Paullo, « s'interposa » et, au cours d'un violent engagement, trois policiers trouvèrent la mort. Les faits n'étaient pas des plus clairs, mais Blanco fut bien sûr accusé de meurtre. Il dut fuir et, finalement, malade, isolé, trahi, dit-on, par un détenu qui aurait parlé sous la torture, il fut fait prisonnier le 31 mai 1963 et torturé pendant des semaines ; les laquais du système s'essayaient à lui faire payer leur frayeur des masses en mouvement. Incarcéré dans la prison de Arequipa, il resta longtemps au secret, et c'est seulement après 3 ans et demi de « détention préventive » que s'ouvrit son premier procès à Tacna, en septembre 1966.

« Hugo Blanco a donné l'exemple, un bon exemple, et il a combattu autant qu'il a pu. »

Che Guevara. Alger. 23 juillet 1963

la portée politique de la défense de hugo blanco

Hugo Blanco a montré l'opportunité, la possibilité, la nécessité de se lier à la paysannerie pauvre pour la mettre en branle sur le chemin de la lutte révolutionnaire. La réflexion sur le bilan de son exceptionnelle expérience est un des points de départ essentiels de la recherche des voies et moyens de la révolution péruvienne. Même si son expérience de lutte n'est pas rééditable sous la même forme, il a fait la démonstration pratique de la disponibilité révolutionnaire des masses paysannes pauvres, pourvu qu'elles soient dirigées de façon conséquente. Son expérience, y compris par les lacunes qu'elle a révélées — absence d'organisation nationale implantée, faiblesse en cadres, en argent, en armes — est un des plus précieux apports des marxistes-révolutionnaires à la cause de la révolution latino-américaine, elle a par ailleurs constitué pour les régions du Pérou où elle s'est développée un point de non-retour dans l'émancipation des masses.

En septembre 1968 Blanco donne une interview au journal péruvien OIGA, il révèle les assassinats commis au bain du Fronton par les gardiens, il procède à une dénonciation détaillée et nominale des tortionnaires. Ces déclarations, reprises par toute la presse péruvienne, créent une émotion considérable, forcent les militaires à constituer des commissions d'enquêtes, à prendre des « sanctions ». Cela, en plus de l'autorité grandissante de Hugo Blanco et de son prestige croissant, accule les militaires à vouloir le liquider au plus tôt pour intimider le mou-

vement de masse, pour effrayer les paysans et montrer bien haut que tous ceux qui veulent lutter sont menacés du même sort ; par ailleurs, assassiner Blanco c'est faire sauter un verrou dans l'escalade de la répression, c'est ouvrir la voie à la liquidation de tous les autres militants des autres tendances révolutionnaires.

Défendre Blanco c'est refuser la situation qui est faite aux masses paysannes pauvres, c'est condamner les sévices, tortures, humiliations que subissent les exploités, c'est refuser d'encourager les privilégiés à exploiter sans entraves hommes et richesses, c'est refuser que soient éliminés ceux qui relèvent la tête pour lutter !

Organisons la campagne de défense pour sauver la vie de Hugo Blanco et des militants révolutionnaires péruviens !

Pour la défense des militants péruviens, menons avec acharnement nos tâches de propagande en confectionnant partout où cela est possible des panneaux d'information relatant l'expérience des luttes paysannes, des guerillas, des luttes des ouvriers et des mineurs péruviens. Faisons intervenir les universitaires, les personnalités, les organisations progressistes pour que vive Hugo Blanco et tous ses camarades.

Envoyez télégrammes et messages aux adresses suivantes :

- Ambassade du Pérou, 50, av. Kléber, Paris (16^e).
- General Velasco - Presidente de la Junta Militar - Palacio del Gobierno, Lima - Pérou.
- Comité « Pérou » - Correspondance : Andrée Dinouart, 30, av. Carnot, Paris (17^e) - C.C.P. Paris 134 19-97.



Tierra o Muerte!
VENCEREMOS
Hugo Blanco
Isla Penal "El Frontón"

la tchécoslovaquie à la veille d'un nouveau mois d'août

« A la suite des événements de ces derniers jours, nous nous trouvons à nouveau à un carrefour fatal » déclare Dubcek le 4 avril.

« La question se pose comme suit : ou bien nous réussissons à assurer l'ordre public et à empêcher toute manifestation extrémiste antisoviétique et antisocialiste, ou bien la tension croissante, aussi bien à l'intérieur que dans nos relations extérieures, nous poussera à où nous nous trouvons à la fin du mois d'août. ...Nous arriverions inévitablement à un chaos économique et politique que nous ne pouvons pas admettre. »

Que se passe-t-il ?

Le 28 mars au soir, la télévision montre la victoire de l'équipe tchèque de hockey sur l'U.R.S.S., au championnat du monde de Stockholm. Aussitôt, des dizaines de milliers de Tchèques descendent dans la rue : dans le centre de Prague, la circulation devient impossible ; les conducteurs abandonnent leurs véhicules sur la chaussée pour rejoindre la foule exhubérante. C'est dans un invraisemblable foisonnement de drapeaux, de torches, de pancartes, de fanfares et de feux d'artifice que les groupes s'assemblent aux cris de « Ils n'avaient pas de tanks, ils ont encaissé des buts. »

Le bureau de l'Aéroflot est envahi et littéralement mis à sac. Ailleurs on brûle des voitures et des drapeaux soviétiques. La police intervient brutalement, la foule réagit en lançant des pierres et des pavés, notamment à Bratislava. Les incidents les plus violents ont lieu dans les centres où sont stationnés les troupes soviétiques, comme à Mlada-Boleslav par exemple.

Ces faits illustrent à quel point la tension est permanente en Tchécoslovaquie, de même que les réactions et mesures gouvernementales montrent comment les incertitudes et les louvoisements de la direction Dubcek attisent les contradictions et approfondissent la crise.

La précaire « stabilisation » qui avait suivi l'intervention soviétique semble tirer à sa fin. Les équivoques vont être levées, dans la mesure où elles masquaient la réelle nature du régime : la popularité de Dubcek a disparue, ce qui est légitime, car elle n'était que conditionnelle : on l'acceptait, lui et sa pègre bureaucratique — qui avaient réussi à se parer d'un voile de « libéralisme » après la chute de Novotny — dans la mesure où il apparaissait capable, d'abord d'éviter l'intervention, ensuite de résister aux exigences du Kremlin. Son échec patent était inscrit dans la nature même du régime qu'il incarne.

Rappelons que sa nomination à la tête du parti fut une opération d'appareil menée dans le secret (voir « Rouge » n° 6 et le « Cahier rouge » n° 5) signifiant la volonté d'une fraction de la bureaucratie d'entreprendre les réformes indispensables qui assureraient sa survie, face à la crise économique, à la stagnation des forces productives et au mécontentement croissant des masses. Ce que ne savaient pas les apprentis-sorciers, c'est que le régime bureaucratique ne s'auto-réforme pas — l'exemple du khrouchtchévisme le montre de manière assez flagrante.

Le grain de sable — à savoir l'éveil politique des masses prostrées depuis vingt ans — s'introduisit dans le processus que l'on avait voulu aseptique et empêcha le « réformisme progressiste et libéral » d'atteindre son impossible objectif. Devenu tributaire de l'appui populaire et grandi par les stupides campagnes de propagande soviétique dirigées contre lui, ce fonctionnaire zélé, et façonné par vingt ans de stalinisme, entreprit — probablement sans s'en rendre compte — à partir du printemps 68, un extraordinaire numéro de jmkana politique digne d'un notable radical-socialiste de l'entre-deux-guerres.

La nature même des intérêts de la couche sociale qu'il représente devait le pousser chaque jour davantage dans la voie de l'alignement sur Moscou, ce qui le condamne irrémédiablement aux yeux des masses, sans pourtant qu'il trouve grâce auprès des maîtres du Kremlin.

Ceux-ci se seraient depuis longtemps débarrassés de lui s'ils avaient trouvé immédiatement après l'intervention, au sein de la bureaucratie tchèque, une base sociale minimum suffisamment stable. Cela eût été possible si les masses tchèques avaient accepté le fait accompli de l'occupation ou si elles avaient été écrasées. Ce qui n'est pas le cas. Les manifestations de la fin mars prouvent exactement le contraire. La résistance sous toutes ses formes, non seulement se maintient, mais encore s'amplifie jusqu'à s'exprimer, à la première occasion, par des démonstrations de masse regroupant plusieurs centaines de milliers de personnes. Quel camouflet pour les dirigeants soviétiques de laisser se dérouler sous les yeux de leurs six cent mille hommes de troupe une pareille débauche !

On comprend alors la panique du gouvernement tchèque. Pour se maintenir au pouvoir, Dubcek doit être capable de faire régner l'ordre dans la rue et d'imposer les solutions urgentes pour éviter la banqueroute économique. Ces solutions ne sont pas populaires et ne peuvent servir qu'à sauvegarder les intérêts de la bureaucratie nationale. L'allocution du 4 avril ne laisse aucun doute : « En raison des tendances néfastes de l'évolution économique, le gouvernement se voit obligé de prendre des mesures énergiques et impopulaires. Nous nous rendons compte qu'il ne sera pas facile d'éviter que ces mesures indispensables ne soient à nouveau utilisées comme prétexte pour créer des troubles ». De la même façon, le Ministre de l'Intérieur invite les policiers à « prendre des mesures énergiques pour assurer le maintien de l'ordre public et empêcher d'éventuelles tentatives pour organiser des actions

provocatrices et des manifestations antisoviétiques et antisocialistes » et « à soutenir les efforts des organismes du parti et du gouvernement pour consolider la situation politique intérieure ».

En effet, la situation politique héritée de l'intervention était nécessairement provisoire. Les événements des derniers jours viennent d'en marquer le terme et ouvrent une nouvelle phase. L'intervention était un échec dans la mesure où elle n'avait pas permis de dégager une équipe homogène et stable, capable, d'une part, de rétablir l'ensemble des privilèges et prérogatives de la bureaucratie et de donner des gages certains à l'oncle Alexis du Kremlin, et d'autre part, de replacer les masses hors du cadre de la vie politique.

La résultante de cet échec fut une situation d'attente, car l'alternative à la solution bureaucratique-militaire, la solution révolutionnaire se heurtait à un obstacle subjectif considérable : l'incapacité des masses tchécoslovaques à découvrir des perspectives politiques autres que le vague espoir « du socialisme dans la liberté », et des chemins qu'il faudrait emprunter pour y parvenir.

Dans ce cadre, on comprend que l'apparition du Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire est un phénomène extrêmement important pour l'avenir, mais que sa marginalité actuelle le rend incapable aujourd'hui de jouer un rôle déterminant dans la crise.

Si la voie révolutionnaire enclenchée par le processus de radicalisation des masses depuis dix-huit mois a peu de chance de triompher à court terme, la mobilisation et l'intervention quotidienne des ouvriers et des étudiants dans la vie politique (appel à la grève du 2 avril) se maintiennent à un niveau suffisant pour rendre extrêmement périlleuse une nouvelle intervention soviétique sous forme d'un « putsch » consistant à mettre en place une équipe totalement fantoche qui imposerait les solutions bureaucratiques par la terreur.

Dubcek profite encore de cet équilibre relatif des forces pour perpétuer la situation de fait en lançant des appels désespérés et en pratiquant le chantage à l'intervention : « Il est donc du devoir commun de tous les communistes et de tous les citoyens honnêtes de se dresser énergiquement contre ces manifestations, et c'est pourquoi des mesures ont été prises pour empêcher la diffusion, notamment par le truchement des organes d'information, de tendances antisoviétiques qui compliquent sérieusement tout effort en faveur de la stabilisation intérieure et extérieure de l'Etat ». Combien de temps de pareilles acrobaties pourront-elles durer ? Les lois de l'histoire ne permettent pas le maintien éternel d'un équilibre instable entre des forces contradictoires. A travers quels soubresauts l'équipe actuelle va-t-elle céder la place ou se muer en marionnette totalement soumise ? Ce qui est sûr, c'est que la fin des équivoques et des faux-fuyants est proche, et qu'elle permettra la nécessaire décantation des forces en présence, qu'elle stimulera la résistance sous des formes nouvelles — à savoir la clarification de ses bases politiques ainsi que la définition des perspectives organisationnelles indispensables pour mener la contre-offensive révolutionnaire. A ce propos, rappelons un passage du manifeste de fondation du M.J.R. : « Nous avons pesé les risques que comporte l'action que nous engageons. Nous n'avons pourtant aucune autre possibilité. L'alternative qui nous est offerte par les dirigeants de l'époque d'avant août, qui demeurent à la tête du parti et de l'Etat, et qui gardent, du moins partiellement, le visage qu'ils avaient auparavant, ne mène à aucune issue. Nous y voyons une cécité politique proche de l'aventurisme, propre à entraîner notre pays à une débâcle politique, économique et morale de plus en plus profonde ».

Les manifestations de mars et les mesures qui suivirent expriment à la fois l'apogée de la crise ouverte par l'intervention soviétique et l'impasse dans laquelle Dubcek a conduit les masses tchécoslovaques. Il reste aux dirigeants soviétiques de faire leur devoir de bureaucrates et aux révolutionnaires tchèques de faire le leur !

« Socialisme, oui ! Occupation, non ! »



pakistan : ce n'est qu'un coup d'arrêt



« Rouge » n° 13 (4 mars 1969) analysait la situation prérévolutionnaire consécutive à l'agitation politique menée par les étudiants depuis novembre 68. La lutte, d'abord centrée sur le retour aux normes démocratiques de la vie politique, contre la dictature militaire du général Mohammed Ayub Khan, devait aboutir, le 14 février dernier, à une grève générale.

Depuis lors, le régime ne cessa de se détériorer. La répression sanglante des manifestations d'ouvriers et d'étudiants n'a pas empêché sa chute.

Sans revenir sur l'évolution de la situation politique au Pakistan depuis les 3 ou 4 dernières années, il faut tenir compte des éléments suivants :

1) Le bilan du régime d'Ayub Khan et la crise révolutionnaire. Ce bilan est bien maigre. Porté au pouvoir en 1958 par une intervention de l'armée désireuse de mettre fin au « chaos démocratique », le gouvernement déchu n'avait réussi ni à apporter la moindre satisfaction matérielle aux masses ouvrières et paysannes — dont les conditions de vie restent lamentables — ni à résoudre si peu que ce soit le problème national du Pakistan — divisé en deux parties séparées par un territoire indien, la partie orientale étant considérée plus ou moins ouvertement comme une colonie de la partie occidentale. C'est dans la partie orientale que le mouvement révolutionnaire s'affirme le plus rapidement. Le pays, paralysé par la grève, connut aussi de véritables émeutes que la presse bourgeoise s'appliqua à qualifier de « vagues d'anarchie et de terreur ». La vérité est que dans la plus grande partie du Pakistan oriental les cadres légaux de l'Etat bourgeois ont été balayés par les masses. Les forces de répression — police, armée, justice — ont été mises hors d'état de nuire. Le système de représentation indirecte qui fait élire le président par 80.000 « démocrates de base » fut remis par les masses à la place qui lui revenait : les poubelles de l'histoire. Et si, effectivement, des exécutions sommaires eurent lieu, elles touchèrent avant tout les stockeurs de denrées qui ajoutaient encore à l'effroyable famine de dizaines de milliers de personnes ainsi que les « fidèles représentants de la nation » qui, devant l'ampleur de la crise, se dépêchaient de convertir leurs réserves en devises étrangères.

Pour lutter contre la corruption de l'administration et la répression qu'elle exerce, les Pakistanais mobilisés ont constitué des « tribunaux du peuple », montrant par là, entre autres exemples, leur aptitude à trouver, au sein de la crise révolutionnaire, les formes organisationnelles dont ils avaient besoin pour que s'exerce leur pouvoir au fur et à mesure que celui de la bourgeoisie décline.

Ayub Khan avait bien raison de déclarer en démissionnant : « le grand rêve de ma vie n'a pas été réalisé... ». Le malheur — mais c'est bien compréhensible — c'est qu'il ait, en partant, chargé l'armée de concrétiser le fruit de ses méditations.

2) La répression. Il faut remarquer la vitesse avec laquelle la situation semble avoir évolué. En quelques heures, Ayub Khan démissionne, remet ses pouvoirs à son ami et protégé le général Agha Mohammed Yahya Khan, commandant en chef de l'armée de terre, qui décrète la loi martiale sur les deux parties du territoire, abroge la constitution dissout l'assemblée et le parlement.

Outre l'abolition de toute vie politique publique — habituelle aux régimes militaires — la nature du nouveau régime se caractérise aisément à partir des toutes premières mesures prises par lui :

- sommation à la population de remettre ses armes à feu dans les 24 heures ;
- interdiction des grèves générales, des arrêts partiels de travail, des manifestations (les grévistes sont passibles de 14 ans de prison) ;
- protection militaire de la propriété publique ou privée (ceux qui s'y attaqueront seront pendus ; les seuls tribunaux sont militaires) ;
- censure complète sur la presse.

Après l'ébranlement révolutionnaire, « pour la petite élite de militaires, de fonctionnaires et de riches industriels qui a géré le pays pendant les dix dernières années, les choses redeviennent normales : ils continueront à gérer... » Le malheur, c'est que nous ne sommes que 5.000 », a déclaré un homme d'affaire » (New York Times » du 28 mars).

La presse bien pensante met en lumière deux aspects apparemment contradictoires des réactions au changement de régime :

1. Le calme semble rétabli. Le travail reprend ainsi que le trafic, du moins dans les grandes villes. Les étudiants eux-mêmes prêchaient le retour au calme dans les campagnes.

2. Elle déplore le manque de forces évident du régime pour réaliser son programme, ce qui, admet-elle, s'annonce bien difficile.

Mais, de toute évidence, la confusion politique engendrée par l'absence de perspectives claires, de la moindre ligne stratégique, l'absence d'un parti marxiste révolutionnaire largement implanté a été pour beaucoup dans la relative démobilité qui a suivi la proclamation de la loi martiale. Car il faut bien dire un mot de « l'opposition ».

L'OPPOSITION. LA POLITIQUE MAOÏSTE

Sentant la crise révolutionnaire se préciser, Ayub Khan avait tenté de sauver son régime en intégrant aux rouages gouvernementaux les partis bourgeois d'opposition. De son côté, le sheik Musibur Rahman, leader de la ligue Awami du Pakistan oriental, essaie de mettre sur pied une nouvelle coalition allant de l'aile droite du parti Jamaat-I-Islami et de la ligue musulmane à l'aile pro-Moscou du parti national Awami. La politique de ces partis pourris est connue, leurs intérêts évidents, nous pouvons nous dispenser de les commenter longuement.

La responsabilité des courants « prochinois » semble importante, tant l'ambiguïté de leur ligne a contribué à semer la confusion dans les masses.

a) Depuis des années, la Chine Populaire pratiquait à l'égard du Pakistan la même politique — criminelle — qu'envers l'Indonésie de Soekarno : le gouvernement « anti-impérialiste » pakistanais était « ami » de celui de la Chine et le maréchal Chen-Yi pouvait même déclarer : « La démocratie de base est très semblable à nos communes populaires » — ce que les maoïstes pakistanais eurent malgré tout le bon goût de ne pas goûter énormément. L'aile maoïste du parti national Awami (N.A.P.) s'opposa même à la grande grève des chemins de fer en 1966 car toute grève « affaiblirait le gouvernement anti-impérialiste ami de la Chine » (1). On reconnaît bien la vieille politique stalinienne de grande puissance qui sacrifie les intérêts des mouvements révolutionnaires en lutte à l'Etat-père (U.R.S.S. ou Chine).

Depuis novembre 68, la presse chinoise est plus discrète sur les grèves de masse et les manifestations dirigées contre le régime d'Ayub Khan que sur les incidents de frontière indo-pakistanaise.

b) Cependant, une fois la crise révolutionnaire déclenchée, l'aile gauche du N.A.P. dirigée par le vieux leader Maulana Bâashani, a pris le parti de combattre sans équivoque la dictature et impulsé des manifestations massives de paysans dans le Pakistan oriental, tandis que les maoïstes du Pakistan occidental, plus fidèles, semble-t-il, à la ligne de Pékin, soutenaient encore « critiquement » le régime agissant d'Ayub Khan...

LE COMBAT PAIERA !

Le N.A.P. et le « parti du peuple » de Bhutto — ex-ministre des Affaires étrangères d'Ayub Khan limogé sur ordre de Washington pour son admiration trop ostentatoire envers la Chine Populaire — sont mis en quarantaine par les partis « d'opposition » bourgeois qui cèdent au chantage du parti néo-fasciste Jamaat-I-Islam.

Mais il est clair pour tout le monde, au Pakistan — surtout depuis le coup d'Etat — qu'aucune solution ne saurait sortir de ces réunions de parlementaires véreux.

A la lutte des étudiants se sont joints journalistes, enseignants, médecins, ouvriers et paysans.

L'armée peut bien essayer de régler provisoirement la crise de la bourgeoisie pakistanaise et de l'impérialisme qui la soutient (pactes du CENTO et du SEATO comparables à l'OTAN) mais, comme l'écrit « Holyday », hebdomadaire de gauche pakistanaise : « Le combat du peuple continuera. Il a prouvé qu'il ne saurait être dompté par les armes. L'étincelle des premiers jours de novembre a engendré de gigantesques flammes qui embrasent le pays tout entier. Le temps est de notre côté !... »

La révolution subit, au Pakistan, un coup d'arrêt, qui ne pourra retarder longtemps l'éclatement de la société capitaliste dans la péninsule cachemire.

la chine, le pakistan... et la révolution

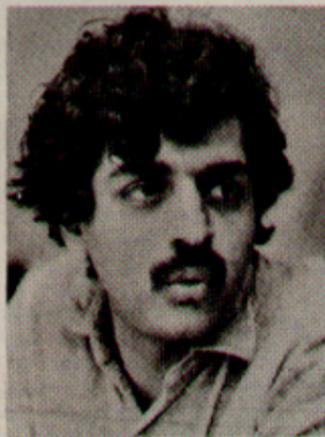


Le 23 mars, deux jours seulement avant la démission forcée de Ayub Khan, Chou En-Lai, Premier ministre et Hsieh Fu-Chih, Vice-premier ministre, honorèrent Ayub lors d'une réception donnée à Pékin par l'ambassadeur du Pakistan.

« Son Excellence l'Ambassadeur, déclara Hsieh Fu-Chih, vient de dire que l'amitié entre la Chine et le Pakistan n'est pas fondée sur l'opportunisme. Ceci est bien vrai... Nous avons sympathisé et nous nous sommes soutenus mutuellement dans notre lutte commune contre l'impérialisme. Nos relations mutuelles sont fermement guidées par les cinq principes de la coexistence pacifique... Le développement de relations amicales et de la coopération entre la Chine et le Pakistan est le résultat des efforts conjoints faits par nos deux gouvernements et nos deux peuples, il est aussi inséparable des efforts actifs du président Ayub Khan. Le peuple des deux pays est satisfait de cela. »

(Hsinhua, 24 mars 1969, page 13). Les masses pakistanaïses ont, en effet, montré clairement leur satisfaction !

de retour du pakistan. tariq ali



Tariq Ali, le leader du mouvement contre la guerre au Vietnam en Grande-Bretagne, est récemment retourné à Londres après un séjour de quatre semaines au Pakistan, son pays d'origine, effectué à la demande de plusieurs organisations d'étudiants révolutionnaires. Il analyse la situation au Pakistan dans le journal londonien « Daily Mirror » (du 28 mars) : « En 1958 (quand Ayub Khan prit le pouvoir), les gens avaient peur et l'armée était unie. En 1969, c'est le contraire qui est vrai. L'armée est divisée. Des officiers, au Pakistan occidental, passent devant des cours martiales pour refus d'ouvrir le feu sur les grévistes. Le calme qui semble être revenu pourrait bien annoncer des surprises : il serait bien étonnant que les Pakistanais de l'Est tolèrent plus d'un an un nouveau dictateur occidental. L'incident le plus minime pourrait amener une nouvelle insurrection aboutissant à un Pakistan oriental indépendant et souverain, un Pakistan qui, par nécessité politique, économique et géographique, serait socialiste. Ce pourrait être un nouveau Yémen, ou même, si la C.I.A. décidait d'intervenir, un nouveau Vietnam. »

Le 12 octobre est un jour férié légal aux Etats-Unis et, d'après le règlement, les soldats ont le droit de porter leur uniforme ce jour-là en public. Une jeune fille, Susan Schnall, lieutenant des Marines (il existe un petit nombre de femmes Marines) a pris un avion, a survolé les bases de l'armée et les a arrosées de tracts appelant à la manifestation. Des étudiants avaient déjà entrepris une action semblable aux Etats-Unis. Pour préparer la manif nous avons pris part à tous les types d'activité. D'autres étudiants et groupes antiguerre aux Etats-Unis ont copié ensuite les tactiques utilisées dans la région de San Francisco. Ces activités comprenaient notamment le fait d'envoyer des voitures entières d'étudiants à l'intérieur des bases pour parler aux G.I. et leur donner des tracts. Ces étudiants se faisaient régulièrement attraper par la police militaire, mais on ne pouvait pas les arrêter car aucun règlement ne l'autorise.

Nous avons veillé à ne pas envoyer des étudiants pour la deuxième fois dans la même base parce qu'il existe un règlement permettant d'arrêter toute personne qui revient dans une base d'où elle a été expulsée. Nous envoyons donc toujours les étudiants dans des bases différentes et nous envoyons de nouveaux étudiants aux bases d'où les autres ont été chassés. Nous avons mis en train des journaux pour G.I., écrits par des G.I., à travers les Etats-Unis. Certains des plus importants, tels que « Vietnam G.I. » et « Task Force », sont actuellement bien connus dans le mouvement antiguerre. Le tirage de « Task Force » qui était de 10.000 lors du premier numéro, atteignait 20.000 au deuxième et nous avons tiré le troisième à 100.000, bien que tous les exemplaires n'aient pas été distribués. Pourtant les autorités militaires ont interdit « Task Force » de toutes les bases aux environs de San Francisco. Mais naturellement, cela n'a fait que favoriser la diffusion, parce que les G.I. étaient devenus très curieux de lire le journal qui avait été interdit par leurs officiers. Maintenant nous diffusons le journal en le distribuant à des G.I. ou à des groupes de G.I. dans toutes les bases des environs de San Francisco. Ils prennent un certain nombre d'exemplaires et les distribuent à d'autres G.I. dans leurs quartiers.

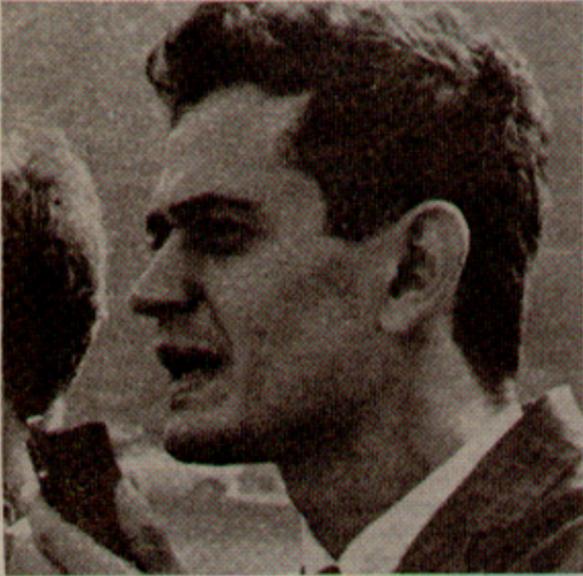
De ce point de vue, le mouvement a continué à croître très rapidement. Il y a eu maintenant quelques actions très importantes sur diverses bases un peu partout : en Caroline du Sud, en Caroline du Nord, en Georgie, au Texas, en Californie, au New Jersey et dans presque chacune de ces grandes bases il y a eu des Young Socialists dirigeant ces actions ou à l'avant-garde en train de les organiser au sein de l'armée. Le mouvement a aujourd'hui largement dépassé les Young Socialists qui en avaient pris l'initiative. Il s'étend rapidement. Le résultat a été que dans l'armée, les Young Socialists ont non seulement organisé des comités antiguerre, mais qu'ils ont également recruté des soldats au mouvement socialiste. Les jeunes conscrits sont généralement d'extraction ouvrière, parce que la plupart des étudiants peuvent éviter l'appel sous les drapeaux en s'inscrivant à l'université. Ainsi, les premiers jeunes travailleurs qui ont été recrutés par le mouvement socialiste révolutionnaire aux Etats-Unis l'ont été au sein de l'armée.

Le 6 avril le Comité de Mobilisation étudiant et d'autres mouvements antiguerre — s'efforçant d'unir tous les mouvements antiguerre dans une action commune (ce qui est conforme à la position des Young Socialists qui ont fait de gros efforts pour lancer ce comité) — appelle à participer à des manifestations antiguerre dans sept villes des Etats-Unis, sous la direction de G.I. et avec le soutien des civils. Nous espérons que ces manifestations mobiliseront des milliers de conscrits avec la participation de dizaines de milliers de civils. Le Comité de Mobilisation étudiant est d'avis que la guerre du Vietnam n'est nullement terminée et qu'il est important de maintenir la pression de manifestations publiques contre le gouvernement comme auparavant. Les manifestations du 6 avril devraient ouvrir une nouvelle étape dans le développement du mouvement antiguerre et du mouvement parmi les G.I. américains.

La guerre sera arrêtée lorsque nous aurons des millions et des millions de G.I. contre la guerre et qu'ils sauront ce qu'il faut faire pour l'arrêter, comme les G.I. américains l'ont fait en 1945 lorsqu'ils sont entrés en révolte contre la continuation de l'occupation de l'Asie et ont forcé le gouvernement des Etats-Unis à les retirer de là. L'armée américaine ne sera pas arrêtée par des désertions individuelles, mais par l'action massive de tous les G.I., par une action politique contre la guerre. Nous n'énonçons jamais ceci explicitement pour de simples raisons d'ordre tactique. Les G.I. sauront d'eux-mêmes ce qu'il faut faire et nous sommes opposés à ce qu'on leur distribue des tracts ou des appels ouverts à la violation d'ordres reçus ou à commettre des actions telle qu'une mutinerie.

De sorte qu'avec un mode d'approche conscient, pondéré et attentif, nous effectuons le travail le plus difficile et pourtant le plus efficace pour mettre fin à la guerre, c'est-à-dire diffuser les idées, la vérité sur le Vietnam et l'explication de la nature impérialiste de la guerre parmi les personnes mêmes qui sont forcées de se battre.

le mouvement antiguerre aux u.s.a.



Peter Camejo, un des leaders du S.W.P. (Socialist Workers Party) membre du Bureau national, ancien secrétaire national de la Y.S.A. (Young Socialist Alliance), qui se trouvait récemment à Bruxelles pour le meeting international organisé par la JEUNE GARDE SOCIALISTE contre l'O.T.A.N., a fait pour nous le point sur la situation du mouvement antiguerre aux Etats-Unis.

L'histoire de ce mouvement est un peu la sienne. Né aux Etats-Unis de parents d'origine vénézuélienne, Peter Camejo est étudiant en histoire à l'Université de Berkeley (Californie) lorsque se crée le mouvement antiguerre. Il en est, dès le début, un des principaux leaders. C'est ce qui lui vaut d'être exclu de l'Université. Mais, pour protester contre cette exclusion arbitraire, les étudiants de Berkeley élisent au GOUVERNEMENT DES ETUDIANTS où il lui est interdit de siéger.

Sa popularité parmi les étudiants n'en est pas moins grande car son exclusion de l'Université ne l'empêche pas de mener, à Berkeley ainsi qu'en d'autres endroits, des luttes sur les campus dont la plus fameuse est celle que des centaines d'étudiants de Berkeley poursuivirent pendant près d'une semaine en juin dernier afin d'obtenir le droit de manifester leur soutien aux étudiants et travailleurs français. La police, qui voulut empêcher cette manifestation parfaitement légitime, provoqua des affrontements qui se renouvelèrent constamment pendant une semaine, allant jusqu'à la construction de barricades. La police et les autorités durent finalement céder et laisser les étudiants manifester en plus grand nombre encore qu'au départ car l'action décidée de la Y.S.A. n'avait pas manqué de lui gagner une audience accrue.

Peter Camejo alors ne fut pas inquiété mais la police avait noté son nom sur ses listes noires.

En septembre, nouvelles luttes à Berkeley. Occupation des bâtiments universitaires afin d'obtenir le droit pour le leader noir des BLACK PANTHERS, Eldridge Cleaver, de donner à l'Université même un cours sur le racisme. Des centaines de jeunes gens sont arrêtés. Mais alors que contre la plupart des jeunes gens arrêtés n'étaient retenues que des charges minimes ne requérant que des peines de dix jours de prison, trois leaders que l'on cherche ainsi à isoler sont accusés de conspiration et d'invitation au désordre. Parmi ces trois leaders se trouve évidemment Peter Camejo.

Peter Camejo, au retour d'un voyage à Cuba qu'il vient d'effectuer, fut l'objet de poursuites qui aboutiront en mai à un procès qui le menace de trois ans de prison.

La justice américaine ferait donc ainsi subir à Peter Camejo le même sort que la justice mexicaine à son frère Daniel.

Daniel Camejo, étudiant à Mexico City, a été arrêté il y a deux ans et demi et il reste détenu sans procès sous l'inculpation d'avoir entrepris la formation d'une colonne de guérilleros.

La nouvelle opposition à la guerre au Vietnam qui existe actuellement au sein de l'armée américaine a commencé bien après le mouvement antiguerre des étudiants. D'abord les étudiants ont manifesté dans les rues. Même des manifestations de masse d'adultes s'étaient déjà déroulées avant qu'il ne se développe une opposition au sein de l'armée. Au début de 1965 quelques étudiants ont tenté de travailler avec les G.I. (initiales de **Government Issue**, surnom populaire des militaires en américain), mais très sporadiquement et ils ont recueilli quelques réactions mais pas beaucoup... A ce moment-là la plupart de ceux qui appartenaient au mouvement étudiant adoptaient la position « Nous n'irons pas », c'est-à-dire qu'ils refusaient d'entrer à l'armée. Cette position découlait



de l'optique pacifiste, du refus de faire son service militaire pour des motifs pacifistes. L'attitude générale devant le problème était également individualiste : elle postulait que les soldats devaient refuser, en tant qu'individus, d'aller au Vietnam ou que des soldats devaient refuser de « servir », c'est-à-dire désertir. Les socialistes révolutionnaires des Etats-Unis, la Young Socialist Alliance, ne soutenaient pas ce point de vue individualiste. Ils pensaient que la ligne à adopter envers les soldats était de considérer ceux-ci comme une couche sociale. Nous ne devions pas proposer un type de conduite individuel ni au jeune qui est sur le point d'être appelé sous les drapeaux, ni au soldat qui se trouve déjà à l'armée. Plutôt que de proposer qu'il défie en tant qu'individu l'appareil d'Etat en refusant d'aller à l'armée ou au Vietnam, nous pensions que notre approche devait être politique. Nous avons donc proposé que les jeunes, après avoir été appelés sous les drapeaux, utilisent leurs droits démocratiques de s'organiser, de s'exprimer et de distribuer aux G. I. de la littérature relative à la guerre. Notre objectif consistait à bâtir un mouvement de masse de G. I. contre la guerre au sein de l'armée. Nous estimons que le refus de combattre ou le refus de donner suite à l'appel sous les armes n'est efficace qu'à condition de mettre en mouvement des masses, et par des masses nous entendons des millions de personnes et non pas simplement quelques centaines ou quelques milliers de gens.

C'est ainsi qu'un ou deux ans après le début du mouvement antiguerre qui a commencé en 1965, quelques membres des Young Socialist ont été appelés sous les drapeaux. Presque immédiatement après leur incorporation, ils ont trouvé qu'il était possible de travailler avec des G. I., de les organiser et de les amener à s'opposer à la guerre. Le résultat a été que le premier effort organisé a transformé Howard Petrick, un membre connu de la Young Socialist Alliance, en célébrité. Il a été appelé sous les drapeaux et envoyé dans un fort au Texas. Il ne s'est pas écoulé beaucoup de temps avant qu'il ne parvienne à convaincre son unité tout entière à s'opposer à la guerre. L'armée se rendit compte que, comme il n'avait enfreint aucun règlement militaire, il était extrêmement difficile de le réprimer. Ils ont essayé de le traduire devant le Conseil de Guerre mais ils ont dû y renoncer, à cause du soutien qu'il avait acquis au sein de la population civile. **Les Young Socialists avaient organisé le secteur civil de manière à protéger Petrick et à travers cet exemple nous avons démontré aux G.I. que le mouvement antiguerre des civils soutiendrait leurs droits.** Cela faisait un monde de différence car beaucoup de G.I. qui étaient opposés à la guerre croyaient que le seul fait d'exprimer leur point de vue les mènerait en prison.

Après l'affaire Howard Petrick à laquelle nous avons donné beaucoup de publicité, spécialement parmi les G.I., d'autres G.I. se mirent à imiter Petrick, et le mouvement a fait tache d'huile avant que l'année ne soit écoulée. Au point qu'aujourd'hui, dans chaque grande base des Etats-Unis, il y a un groupe de G.I. antiguerre. (Un récent rapport a révélé qu'actuellement dans presque chaque base il y a un journal antiguerre de la base publié par les G.I. à proximité de la caserne.) Puis le mouvement a pris de l'ampleur. La première tentative de manifestation a eu lieu le 12 octobre 1968 à San Francisco. Dans la marche du 12 octobre on a procédé pour la première fois à la tentative de faire manifester des soldats en uniforme dans la rue. Quelques G.I. en avaient pris l'initiative pour établir un précédent. Des G.I. s'étaient déjà joints à des manifestations antiguerre en très petits groupes ou individuellement, mais, le 12 octobre 1968, c'était la première tentative majeure. C'est

à ce moment que les autres organisations ont modifié leur attitude et ont adopté les positions des Young Socialists. Par exemple, la plupart des membres des « Students for a Democratic Society », qui encourageaient initialement la résistance à l'appel sous les drapeaux, ne soutiennent plus cette tactique. Ils accordent aujourd'hui leur appui à la position des Young Socialists favorisant le travail au sein de l'armée. D'autres groupes qui n'étaient pas pacifistes se sont également mis à changer d'orientation. En fait, à l'heure actuelle, tout le monde soutient la position des Young Socialists, à l'exception des pacifistes par idéologie. La même chose s'est produite lorsque la guerre a commencé et que la plupart des militants voulaient exiger des négociations et que les Young Socialists se prononçaient pour le retrait immédiat des troupes américaines.

Ici aussi, en six mois de temps, la position des Young Socialists l'a emporté au sein du mouvement antiguerre. Ces deux facteurs sont liés car nous pensons que pour gagner les G.I. à nous, il faut nécessairement que la ligne du mouvement antiguerre soit axée sur le retrait des troupes du Vietnam. Sinon sa position n'aurait aucun attrait pour eux. Maintenant dans notre marche du 12 octobre nous avons combiné les deux facteurs. Nous avons marché derrière la bannière « **Ramenez les troupes — maintenant !** » avec des civils, des G.I. marchant en tête. Environ cinq cents G.I. ont participé à la manifestation et à la marche, et ceci est très significatif car le fait que cinq cents y aient effectivement participé signifie que des milliers d'autres étaient avec nous. Car en fait toutes les bases militaires qui entourent San Francisco avaient reçu, des officiers et des généraux, ordre de fermer les portes. Ceci signifie que tous les soldats, sur toutes les bases, devaient participer à des inspections. Ils devaient être en uniforme et rester au garde-à-vous heure après heure, aussi bien le samedi que le dimanche. Les officiers espéraient empêcher ainsi tous les G.I. de se joindre à la manifestation. La plupart des G.I. sont venus en civil, mais quelques-uns se trouvaient en uniforme.

Suite page 15.

SOUTENEZ rouge

MODALITES D'ABONNEMENT

pour 6 mois 13 F

pour 1 an 25 F

Abonnement de soutien :

pour 1 an 50 F et plus

sous pli fermé 40 F

Tout versement de fonds :

« ROUGE, journal d'action Communiste » C.C.P. Paris 25.043.88

Toute correspondance :

« ROUGE », B.P. 201, Paris-19^e